

PA
9026a

JA:

Politisches Jahrbuch der
Schweizer. Eidgenossenschaft.
Hrsg. v. Karl Hilty.

(Jg 1, 1886, S. 433-490)

Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010154802

*A Madame L. De Torrente-Barman
Hommage de l'auteur.*

La réaction de 1843 en Valais et le Sonderbund.

Chapitre I.

La suppression des couvents d'Argovie, en violation de l'article XII du pacte fédéral du 7 Août 1815, avait donné, surtout dans les cantons catholiques, une arme puissante à la réaction. Les missions des Jésuites, parcourant une à une toutes les communes, avaient renversé le gouvernement libéral du Valais en 1843, comme elles avaient renversé précédemment celui de Lucerne.

Ce dernier canton, devenu Vorort le 1^{er} Janvier 1843, se mit à la tête des opposants à la décision de la Diète, du 31 Août 1843, portant en résumé: « Il résulte de la délibération que, le 8 Août, et à la date de ce jour, douze Etats, en tout, ont pris cette résolution: La Diète se déclare satisfaite de l'offre que, le 19 Juillet 1841, le Grand Conseil d'Argovie a faite de rétablir les trois couvents de femmes de Fahr, Maria-Krönung et Gnadenthal. Elle vote en conséquence que l'objet des présentes délibérations sorte du recès et des tractanda ».

Lucerne, Schwyz, Unterwalden, Zug et Fribourg firent inscrire au protocole une déclaration « réservant pour ces cantons les droits et les mesures ultérieures propres à faire respecter le pacte dans toutes ses dispositions ».

Le 2 Septembre suivant, Lucerne adressait au Valais l'invitation de se faire représenter, le 13 du dit mois, à une conférence à laquelle assisteraient Lucerne, Uri, Schwyz, Unterwalden, Zug, Fribourg, Appenzell (Rh. Int.), Bâle-Ville et Neuchâtel, dans le but de délibérer sur les moyens de prévenir les suites funestes du décret de la Diète fédérale du 31 Août dans l'affaire des couvents d'Argovie.

Par lettre du 9 Septembre, le Gouvernement conservateur du Valais déclina l'invitation, tout en manifestant le désir d'être informé du résultat de la conférence. Lucerne lui transmet en effet ce résultat qui est l'embryon de l'alliance séparée, conclue plus tard et connue sous le nom de Sonderbund.

Voyant les réticences du pouvoir exécutif du Valais à se lancer dans l'inconnu, le Vorort le pria de soumettre la question au Grand Conseil, ce qui eut lieu en session extraordinaire, convoquée pour le 7 Novembre, où il fut donné lecture du message suivant:

« Le Conseil d'Etat du Canton du Valais.

Tit.

Les soins que nous devons à l'état de notre pays ne doivent pas nous empêcher de vouer notre sollicitude aux affaires fédérales. Mûs par ces sentiments, vous avez donné à votre députation l'instruction de demander le rétablissement de tous les couvents en Argovie; elle s'est bien acquittée de sa mission.

Sa voix, ainsi que celle des députations des Cantons qui professaient les mêmes principes, n'a pas été écoutée; par le conclusum du 31 Août, la Diète fédérale a prononcé la sortie du recès de la question des couvents d'Argovie et s'est par-là déclarée satisfaite de l'offre



59/1733

de ce canton de rétablir quelques couvents de femmes; les couvents d'hommes sont restés supprimés.

Nous déplorons cette résolution; la Diète fédérale, passant outre sur l'art. XII du pacte, n'a pas tenu compte des justes réclamations de la grande majorité de la Suisse catholique dont les opinions ont été froissées inconsidérément.

Nous ne saurions nous dissimuler que cet arrêté a compromis la bonne harmonie qui régnait entre les deux confessions existantes en Suisse.

Le Conseil d'Etat a reçu du gouvernement de Lucerne l'invitation d'envoyer une délégation à une conférence qui devait s'ouvrir et qui s'est en effet tenue à Lucerne le 13 Septembre passé; il n'a pas cru pouvoir acquiescer à cette invitation, ne fût-ce que faute de pouvoirs, attendu que dans la session de Mai, vous vous êtes réservé la délibération de toute mesure grave dans l'affaire des couvents.

Nous répondîmes dans ce sens au H. Etat de Lucerne, qui, sous date du 27 Septembre, nous a communiqué les résolutions prises par cette assemblée.

Vous verrez dans la correspondance qui se rattache à cette affaire que le H. Etat de Lucerne propose une nouvelle conférence qui serait chargée de rédiger une protestation contre l'arrêté du 31 Août et d'aviser, dans les limites du pacte, à d'autres mesures propres à atteindre le but de la révocation du dit arrêté.

Si ce but pouvait être atteint par des moyens légaux et par la persuasion, au sein de la Diète, le Conseil d'Etat pense qu'il ne faudrait rien négliger pour l'obtenir; mais dans la conviction qu'elle ne voudra pas revenir de sa décision, le pouvoir exécutif ne saurait vous proposer d'accéder aux mesures proposées par Lucerne.

Le passé et la politique que le Valais a constamment suivie dans des conjonctures analogues, vous tracera la ligne de conduite que vous avez à suivre. Vous resterez fidèles aux principes que notre canton a constamment professés.

Lorsqu'en 1832, plusieurs cantons ne voulurent plus reconnaître les décisions de la majorité des Etats confédérés, ils se réunirent en une conférence à Sarnen; notre Diète n'y prit aucune part; cette conduite prudente a été pleinement justifiée par le résultat. Tandis que, à la suite des résolutions et des actes que cette conférence avait arrêtés, le canton de Schwyz a été occupé militairement, chargé de 400,000 Ls. de frais, le Valais conserva la plus parfaite tranquillité et gagna l'estime de la Confédération.

Alors, comme aujourd'hui, on prétendait que le pacte avait été violé; serait-ce trop présumer que le Valais ne désavouera pas les principes et la conduite de 1833?

Ferme dans le principe que la décision des affaires fédérales n'appartient qu'à la Diète, il a élevé la voix contre le concordat des VII (de Baden) et s'est réuni aux cantons qui en ont demandé la révocation.

Il ne nous appartient pas plus de juger aujourd'hui les motifs qui ont déterminé les douze Etats à voter l'arrêté du 31 Août, qui, à notre manière de voir, n'est pas conforme aux prescriptions du pacte. L'autorité suprême de la Confédération a prononcé, et pour nous, la question se réduit à rechercher les moyens d'écarter les collisions, sans nous départir de notre principe.

Ces moyens, les trouverions-nous dans une conférence particulière? Nous ne le pensons pas, Tit., et l'expérience nous a démontré que les délibérations

prises par les Etats en particulier ont toujours amené des collisions fâcheuses. La nature même de ces assemblées inspire la méfiance et jette l'alarme; elles sont un commencement de scission dans lequel il est très imprudent de nous engager, aussi longtemps que nous pouvons nous tenir dans une attitude ferme, mais étrangère à toutes les démarches qui pourraient jeter la Confédération au milieu des orages politiques et compromettre son existence.

Sans dévier des principes émis dans la votation, le Conseil d'Etat, mû par ces considérations, vous propose de ne pas prendre part à la conférence projetée par le H. Etat de Lucerne.

Nous saisissons, etc.

Sion, le 7 Novembre 1843.

Le Président,

(Signé) Ig. ZEN-RUFFINEN.

Le Secrétaire d'Etat,

(Signé) RAUSIS. »

A toutes ces bonnes raisons, le Conseil d'Etat aurait pu en ajouter une péremptoire, c'est que le Valais ne pouvait pas sans inconséquence prendre part à une coalition tendant à faire respecter l'art. XII du pacte, lui, qui l'avait violé dès l'origine. En effet, cet article porte: « L'existence des couvents et chapitres et la conservation de leurs propriétés, en tant qu'elle dépend des gouvernements des Cantons, sont garanties. Ces biens sont sujets aux impôts et contributions publiques, comme toute autre propriété particulière. » Or, en Valais, le Clergé s'était à cette époque soustrait à ces impôts et contributions. La loi sur la répartition des charges militaires qui astreignait les membres du Clergé aux mêmes obligations que les autres citoyens,

a été, par leur influence, rejetée au referendum du 7 Février 1841 et à celui du 21 Août 1842.

La franchise d'impôt du Clergé était un des principaux griefs que les libéraux articulaient sous le nom de suppression des immunités réelles du Clergé.

Lorsque cette question était posée devant le Grand-Conseil, elle était constamment ajournée sous prétexte qu'il fallait la traiter avec la Cour de Rome.

Après une longue discussion qui eut lieu en séance du 23 Novembre, le Grand-Conseil adopta les conclusions du message du Conseil d'Etat, en chargeant celui-ci « de correspondre avec l'Etat de Lucerne, dans le but de connaître les délibérations qui seront prises par la Conférence, pour que le Grand-Conseil puisse se prononcer ultérieurement. Cette correspondance sera établie à titre d'informations seulement et sans prendre aucun engagement. »

Dans le cercle restreint que nous nous sommes tracé, nous nous abstenons de raconter les événements qui se sont passés en Valais au printemps de 1844, dont le drame sanglant du Trient a été le dénouement. Nous nous bornons à constater que dès cette époque, le pouvoir civil avait abdiqué. Quatre conseillers d'Etat se résignèrent à la position humiliante qui leur était faite et restèrent en place. M. Pierre Torrent seul envisagea la situation d'un point de vue plus élevé; il se retira au moment où les troupes du Haut-Valais envahissaient la ville de Sion, laissant sur son bureau la protestation suivante:

« Le Conseiller d'Etat, chargé du Département militaire, soussigné, déclare et certifie que les hommes armés qui entrent en ce moment du Haut-Valais dans la ville de Sion, n'ont été ni rassemblés, ni mobilisés

par ordre du Conseil d'Etat ou du Département militaire.

Sion, ce 18 Mai 1844, dans l'après-midi.

Le Conseiller d'Etat chargé du
Département militaire
(Signé) TORRENT. »

Parmi toutes les illégalités et inconstitutionnalités dont ces pages de l'histoire du Valais sont entachées, nous signalons la nomination de M. Guillaume de Kalbermatten comme remplaçant de M. Torrent. La Constitution en vigueur statuait que deux Conseillers d'Etat devaient être choisis dans la partie orientale du Canton, deux dans la partie occidentale et un dans le centre. M. G. de Kalbermatten étant de Viège, le Haut-Valais avait trois Conseillers d'Etat et le Bas-Valais un seul. Il est vrai que plus tard la Commune de Bagnes corrigea ce vice en donnant la bourgeoisie d'honneur à M. G. de Kalbermatten.

Dès lors, le Clergé exerça la toute-puissance par son représentant au Grand-Conseil, le chanoine André Dérivaz. Celui-ci était la tête et Guillaume de Kalbermatten le bras de la réaction. Si l'on doutait de cette assertion, en raison de son invraisemblance, on n'aurait qu'à lire l'article de fond de la Gazette du Simplon, organe du Clergé, du 31 Décembre 1845, qui se termine par ces lignes :

« Maintenant que le pouvoir ecclésiastique, tenant en main le Code suprême des droits et des devoirs des simples citoyens, aussi bien que des dignitaires de l'Etat, est sûr d'être écouté lorsque sa voix s'élèvera dans le but d'éclairer les uns et les autres sur les véritables intérêts de la conscience, l'harmonie dont nous parlions tout-à-l'heure est donc dignement cou-

ronnée. Le faisceau de l'unité nationale a toutes les garanties de solidité désirables: Malheur à qui essaiera de le rompre soit par l'intrigue, soit par la violence!... »

C'est cette abdication du pouvoir civil qui explique comment le gouvernement, qui avait rédigé et signé le message du 7 Novembre 1843, pouvait présenter au Grand-Conseil, six mois après, un préavis tout à fait opposé. Nous transcrivons littéralement le protocole du Corps législatif du 5 Juin 1844.

« Affaires des Couvents d'Argovie:

A. Les cantons de Lucerne, Uri, Schwyz, Unterwalden, Zug et Fribourg ont publié, sous date du 1^{er} Février 1844, un manifeste dont les conclusions portent que tous les couvents supprimés par le décret du Grand-Conseil d'Argovie, le 13 Janvier 1841, doivent, pour le maintien des droits confessionnels et en accomplissement des devoirs imposés par l'art. XII du pacte, être réintégrés dans les droits que le pacte leur assure.

Le Conseil d'Etat croit que, sans égard à la prétendue majorité de la Diète fédérale, qui s'est déclarée satisfaite du rétablissement de quatre couvents de femmes, la question peut encore être reproduite à la Diète:

1^o Pour cause de nullité, fondée sur la violation du pacte fédéral. Le pacte étant un contrat passé entre les 22 cantons de la Suisse, il s'ensuit qu'il faut le consentement de tous ces cantons pour y déroger.

Au reste, la Diète fédérale a reconnu elle-même la violation du pacte dans l'espèce.

D'après ces considérations, le Conseil d'Etat, ainsi que la Commission, estiment que la discussion doit être reprise dans le sein de la Diète et que la députation

doit se conformer aux instructions précédentes, c'est-à-dire voter le rétablissement de tous les couvents supprimés dans l'Argovie.

Le Grand-Conseil adopte ce préavis et donne pour instruction à sa députation, conformément à la proposition du Conseil d'Etat et de la Commission, d'adhérer aux conclusions du manifeste mentionné ci-haut.

B. La députation votera l'ordre du jour.

Sur une motion individuelle, le Grand-Conseil décide que le Valais enverra des délégués aux réunions et aux conférences qui auront lieu à l'avenir dans le but d'obtenir le rétablissement des couvents supprimés dans le canton d'Argovie, le maintien des droits confessionnels et l'accomplissement des devoirs imposés par l'art. XII du pacte. Ces délégués prendront part aux délibérations et concourront aux mesures qui y seront prises, sous la réserve cependant que s'il s'agit de mesures coercitives, il en sera référé au Grand-Conseil.

Si ces conférences devaient avoir lieu dans l'intervalle d'une session à l'autre, le Conseil d'Etat nommera les députés qui devront y assister. »

C'est dès cette date que le Valais fit cause commune avec le Sonderbund.

Chapitre II.

Constantin Siegwart-Muller, Bernard Meyer, le Chanoine André Dérivaz, Guillaume de Kalbermatten.

Il ne sera pas sans intérêt pour le lecteur de faire connaissance, au moins par une faible esquisse, des principaux personnages en évidence dans l'affaire du Sonderbund, tant du canton directeur Lucerne, que du

Valais que nous avons plus particulièrement en vue dans cette étude.

«Constantin Siegwart-Muller, dit Bernard Meyer dans ses mémoires que nous serons souvent dans le cas de citer, après avoir été à la tête du radicalisme le plus extrême, s'était jeté dans l'extrême opposé, poussé, soit par ses dispositions naturelles, soit par la haine et la persécution de ses anciens amis, devenus ses adversaires acharnés; cette conduite attira de grands malheurs sur mon canton d'origine, comme sur la Suisse entière. »¹⁾

Siegwart, qui avait été secrétaire d'Etat du gouvernement radical de Lucerne, devint le chef du parti de la réaction de 1841, opérée par Joseph Leu, avec l'aide des paysans fanatisés par les prédications des missionnaires.

Quoique les transfuges ne soient généralement reçus qu'avec circonspection par le parti dans lequel ils se jettent, la place de Siegwart était toute marquée à la tête du nouveau gouvernement, tant en raison de ses talents supérieurs, qu'en l'absence d'hommes lettrés capables de diriger les affaires. Bernard Meyer en fait l'aveu, en disant que la Constituante lucernoise était en grande majorité composée de paysans et que beaucoup d'entre eux ne pouvaient être utilisés que comme *machines à voter*.²⁾ Le même auteur nous apprend aussi que deux Conseillers d'Etat, Thalmann et Sigrist, ne savaient pas écrire leur langue.³⁾

Comme député à la Diète fédérale, sa position était très pénible; ses arguments en faveur de la réac-

¹⁾ Erlebnisse von Bernhard Ritter von Meyer, T. I, page 16. ²⁾ Erlebnisse von Bernhard Ritter von Meyer, T. I, page 17. ³⁾ Erlebnisse von Bernhard Ritter von Meyer, T. I, page 271.

tion cléricale étaient le plus souvent rétorqués par ses discours ou ses écrits précédents.

Ses rapports avec les puissances étrangères, touchant leur intervention dans les affaires de la Suisse, ne s'éclairciront que lorsque leurs archives pourront être consultées par un chroniqueur impartial; car il serait insensé d'en rechercher les traces à Lucerne ou dans un autre canton du Sonderbund, puisqu'il faudrait supposer que ceux qui les ont entretenus ont été assez imprudents pour en conserver la preuve. Un fait restera cependant toujours acquis, c'est que des engagements réciproques avaient été pris, puisque, après sa fuite en Italie, Siegwart pouvait, le cœur léger, abandonner ses compagnons d'infortune et se retirer avec sa famille dans le Tyrol, disant au juge d'instruction Ammann que son avenir était assuré.¹⁾

Bernard Meyer. Nous avons cité plus haut son jugement sur Siegwart-Muller. Dès que son regard pénétrant, plongeant dans l'avenir, lui faisait entrevoir l'abîme dans lequel le revirement de Siegwart allait entraîner la Suisse, comment s'expliquera-t-on que ce même Bernard Meyer ait été, à côté de l'homme qu'il condamne, le principal instrument de la réaction de Lucerne et du Valais, l'un des chefs les plus éminents du Sonderbund? Nous ne saurions en trouver une raison plus simple que dans le mécanisme physique de l'engrenage. On est sans fortune²⁾, on a fait ses études universitaires aux frais de l'Etat.³⁾ Il faut se créer une position; on est évincé comme aspirant professeur à la chaire de philosophie, malgré le patronnage du titulaire, le Père Girard.⁴⁾ Cependant on obtient un emploi de l'Etat.⁵⁾

¹⁾ Erlebnisse, T. I, page 271. ²⁾ Erlebnisse, T. I, page 261. ³⁾ Erlebnisse T. I, page 8. ⁴⁾ Erlebnisse, T. I, page 7. ⁵⁾ Erlebnisse, T. I, page 13.

Les élections de 1841 amenèrent la réaction au pouvoir. Dans un Grand-Conseil composé presque uniquement de paysans, le député de Sursee est mis en évidence. C'est un moment décisif dans la vie publique qu'il aborde résolument, énergiquement.¹⁾ A l'ouverture de la Constituante, il est choisi comme principal rédacteur du projet.²⁾ Le lendemain, il est secrétaire d'Etat, puis député à la Diète fédérale pour le canton directeur. C'est ainsi que la manche, prise dans l'engrenage, entraîne la main, puis le bras, puis tout le corps sous les dents de l'engin aveugle et impitoyable.

Nous croyons fermement que dans d'autres temps et dans un autre milieu, Bernard Meyer, avec sa haute intelligence, aurait joué un rôle plus heureux pour sa personne et moins désastreux pour son pays. Mais, dans les circonstances données, nous ne pouvons que constater l'anomalie qui ressort du jugement qu'il porte sur l'homme sinistre à la politique duquel il s'associe pourtant de cœur et d'âme.

Bernard Meyer a rempli deux missions en Valais, la première, en 1843, avait pour but d'empêcher ce canton, pendant que Lucerne était Vorort, de devenir la proie du radicalisme³⁾; la seconde, en 1844, masquée sous des instructions jésuitiques, devait suppléer à la faiblesse des pouvoirs publics et diriger la prise d'armes de la Vieille Suisse. C'est cette dernière qui lui valut le sobriquet populaire de *Blutbäni*. Nous reviendrons sur ces événements dans le chapitre suivant.

En 1846, Bernard Meyer fut chargé d'aller en mission à Turin, dans le but de négocier l'achat, ou plutôt le don de 2000 fusils d'infanterie. Voici en quels termes il remercie Charles Albert d'avoir accédé à sa

¹⁾ Erlebnisse, T. I, page 16. ²⁾ Erlebnisse, T. I, page 17. ³⁾ Erlebnisse, T. I, page 21.

demande: « Votre Majesté, je me présente à vous les mains vides; nous faisons notre calcul ainsi: si nous sommes vainqueurs, ce sera à nous, ou plutôt à nos adversaires à satisfaire le gouvernement de V. M.; mais si nous sommes vaincus, il sera réduit à passer notre dette au chapitre des profits et pertes. »¹⁾ Le roi éclata de rire et ordonna la livraison des 2000 fusils.

Au mois d'Avril 1847, Bernard Meyer fut envoyé à Vienne, ostensiblement pour assister à une conférence postale internationale, affaire pour laquelle il avait peu d'aptitude; mais en réalité pour se mettre en rapport avec le prince Metternich et l'éclairer sur la situation et la gravité, pour l'Europe entière, des événements qui se déroulaient en Suisse. Il devait surtout tâcher d'obtenir du cabinet autrichien des secours suffisants en argent et en armes.²⁾ Un peu plus loin, il s'explique encore plus nettement: « Mon voyage, dit-il, avait un double but: rendre le prince attentif au danger qu'une victoire en Suisse du parti de la révolution aurait pour l'Europe entière et le déterminer à *provoquer à temps l'intervention des puissances*, afin d'éviter l'explosion de la guerre civile; mais comme il y avait lieu de douter que même avec la meilleure volonté, le prince pût réaliser une action commune, ma seconde mission consistait à obtenir en suffisance de l'argent et des armes. »³⁾

Ces démarches eurent un maigre résultat pour la cause du Sonderbund, mais elles furent fructueuses pour Bernard Meyer lui-même, puisque, après la chute du Sonderbund, il obtint un emploi élevé dans l'ad-

¹⁾ Erlebnisse, T. I, page 133. ²⁾ Erlebnisse, T. I, page 142. ³⁾ Erlebnisse, T. I, page 147.

ministration civile, un diplôme de noblesse et pour ses fils, des places d'officiers dans l'armée autrichienne.

Le **Chanoine André Dérivaz** était de tous points qualifié comme homme politique. Extérieur distingué, esprit ardent et dominateur, à la parole facile, plein de feu dans la lutte, il avait fait ses premières armes contre son évêque. La commune de Chamoson, dont l'église et le presbytère avaient été détruits par une inondation de la Losenze au XIV^{me} siècle, se trouvant par les ravages causés aux propriétés de ses habitants, dans l'impossibilité de reconstruire immédiatement ces édifices, fut incorporée à la paroisse d'Ardon. Chamoson, ayant plus tard rebâti son église, demanda à s'ériger de nouveau en paroisse indépendante. M. Dérivaz, curé d'Ardon, dont ce démembrement allait diminuer les revenus de moitié, s'y opposa. La cause fut portée devant l'évêque du Diocèse qui donna gain de cause à Chamoson. Le dépit du fougueux chanoine s'exhala en invectives contre son juge; il publia une brochure injurieuse, à laquelle il fut pertinemment répondu par une autre brochure, émanant d'un capucin et d'un avocat, au nom de la commune de Chamoson. On lit en tête de la préface:

« Un attentat grave vient d'être commis contre le premier pasteur de ce Diocèse; un ecclésiastique, méconnaissant le devoir sacré de la soumission et du respect à son supérieur, vient de faire imprimer et de répandre gratis jusque parmi la jeunesse un libelle où la personne de notre Illustrissime et Révérendissime Evêque est indignement outragée; car la témérité de l'auteur est telle, qu'il va jusqu'à provoquer des doutes sur la fermeté, les lumières et la justice de l'illustre prélat que le Valais entier entoure de sa vénération et de son amour. »

M. Dérivaz recourut à la Nonciature de Lucerne, où la sentence épiscopale fut confirmée.

La question de la représentation proportionnelle qui enflammait le pays lui souriait à un double point de vue : elle lui procurait l'occasion de se venger de l'Evêque à qui le projet de constitution enlevait trois voix au Grand-Conseil et en accordait une à la partie du pays dont l'Evêque n'était pas originaire, ce qui lui donnait la perspective d'un siège pour le Bas-Valais dans l'Assemblée législative. Il embrassa donc avec chaleur la cause de la partie occidentale du canton, sans se soucier des mandements du chef du Diocèse, qui ne cessait de prémunir ses ouailles contre la représentation proportionnelle qui était, disait-il, contraire à la religion.

Le 1^{er} Avril 1840 avait tranché la question. La Constitution accordant un député au Clergé du Bas-Valais, M. le prévôt du St-Bernard, Benjamin Filliez, fut élu à l'ouverture de la législature ; mais comme il s'était retiré après la session de Mai, il fut remplacé par M. Dérivaz pour la session ordinaire de Novembre.

A peine avait-il pris possession de son fauteuil, que, pénétré de son mandat, le nouveau législateur s'appliqua à accentuer la suprématie que le Clergé entend exercer sur le pays. Mais, après avoir marché la main dans la main avec les hommes du gouvernement avant et pendant la lutte, il fallait décemment trouver un prétexte pour se détacher de ses anciens amis, dont il prétendait enrayer l'influence. Ce prétexte l'*Echo des Alpes*, organe de la Jeune Suisse, le lui fournit. Ce journal, renchérissant sur ses intempérances habituelles de langage, s'était attaqué personnellement au Chanoine ; celui-ci ayant porté ses doléances devant le Grand-Conseil, M. le conseiller d'Etat

Maurice Barman, beau-frère du rédacteur, n'avait pas, paraît-il, mis assez de chaleur dans la discussion et avait même partagé les torts entre les personnages en scène. La discussion dégénéra en polémique acerbe dont M. Dérivaz prit prétexte pour rompre avec ses anciens amis et, partant, avec la cause libérale. Dès ce moment, on le voit à la tête de l'opposition, et bientôt nous le trouverons dictateur de la réaction.

M. Guillaume de Kalbermatten n'était pas un homme politique. Entré au sortir de l'enfance au service de France, il était revenu en Valais après le licenciement des régiments suisses à la révolution de Juillet 1830. Il ne connaissait ni nos institutions, ni nos lois; mais il jouissait de la réputation d'un homme brave et intègre. En 1840, il s'associa au mouvement bas-valaisan en faveur de la représentation proportionnelle et fut, au dénouement, désigné comme commandant de place de la ville de Sion, charge dont il s'acquitta de la manière la plus honorable. Après la victoire, il eût été équitable de le récompenser, en le nommant Inspecteur des milices, emploi nouvellement créé, qui lui aurait procuré, à lui, officier sans fortune, une modeste aisance. Le gouvernement, issu de la révolution, n'eut pas cette prudence. M. de Kalbermatten se trouva réduit à se créer des moyens d'existence comme recruteur pour le service de Rome, où l'un de ses frères était colonel. Le ressentiment qu'il éprouva de se voir négligé par le parti qu'il avait servi, le détermina à accepter la place de gérant de la Gazette du Simplon, organe du Clergé et de la réaction. Après avoir subi trois condamnations pour délits de presse et après la destruction du matériel de ce journal par la Jeune Suisse, ainsi que nous l'avons dit ailleurs, il quitta le Valais et se réfugia en Savoie. C'est de là que, par

ses relations avec le Chanoine Dérivaz et les autres chefs de la réaction, il imprima à la Vieille Suisse cette puissante organisation qui ne tarda pas à produire ses fruits. M. de Kalbermatten arrivait de temps en temps par le Simplon et poussait jusqu'à Sierre pour concerter avec ses subordonnés la prochaine prise d'armes.

Chapitre III.

La catastrophe. Mai 1844.

L'anarchie régnait en Valais; le Conseil d'Etat se reconnaissant impuissant à la réprimer, avait adressé au Vorort, les 4 et 6 Mai, une demande d'intervention fédérale et publié sous cette dernière date la circulaire suivante :

« Le Conseil d'Etat
aux communes du Canton.

Le Conseil d'Etat du Canton du Valais,

En exécution des pleins-pouvoirs dont il est muni et en développement de sa proclamation du 27 mars dernier :

Défend que des forces agissent sur quelque point que ce soit du pays, en dehors des ordres du Conseil d'Etat.

Il enjoint à toutes les communes du Canton à combattre et à arrêter, sans autre invitation, par leur contingent fédéral et leurs landwehrs, toute troupe armée ou suivie d'armes, non autorisée par la loi et qui se mettrait en mouvement sans l'appel du gouvernement.

Donné en Conseil d'Etat à Sion, le 6 mai 1844.

Le Président du Conseil d'Etat,

(Signé) Ig. ZEN-RUFFINEN.

Le Secrétaire d'Etat,

(Signé) D. GANIOZ. »

Le Grand-Conseil, qui devait se réunir en session ordinaire le 20 Mai, avait été convoqué extraordinairement pour le 14 du dit mois. La première séance fut inaugurée par la lecture d'un message du Conseil d'Etat sur la situation du pays, dans lequel on lit entre autres :

« Diverses sociétés se sont formées et armées en dehors des pouvoirs politiques, des comités se sont établis et, dans l'Etat se sont élevés d'autres Etats, rivaux de force et d'autorité.

Aujourd'hui, les masses opposées se mesurent et se défient par des provocations exterminatrices et la terreur est généralement à l'ordre du jour.

Il existe au milieu de nous, Tit., qui l'ignorerait, des sociétés armées qui disposent d'une grande partie des forces matérielles du canton. C'est une anomalie qu'il n'est pas un bon citoyen qui ne la déplore. Ce sont ces sociétés politiques surtout qui maintiennent l'état d'agitation et de crise dans lequel le Valais se meut si péniblement depuis quelques années. »

La nouvelle de la demande d'intervention fédérale, apportée par le *Nouvelliste Vaudois*, donna lieu à une interpellation violente, à laquelle le Conseil d'Etat opposa un démenti formel. Il fit même publier au son de la caisse, à Sion, *qu'il n'avait appelé ni représentants, ni bataillons fédéraux.*

Un message du Conseil d'Etat du 15 Mai proposait au Grand-Conseil « de laisser sur pied le bataillon de troupes qui est réuni à Sion et d'inviter le Conseil de la bourgeoisie de St-Maurice à donner des garanties pour le maintien de l'ordre et pour que l'autorité ne soit pas entravée dans l'exercice de ses fonctions. » Il demanda aussi s'il ne serait pas opportun de prononcer

l'urgence d'un décret prohibant dans le Canton les sociétés armées ou militairement organisées en dehors des pouvoirs de l'Etat.

L'urgence est prononcée et le Conseil d'Etat chargé d'élaborer le décret. (Protocole de la séance du Grand-Conseil du 15 Mai au matin.)

Ce décret, promptement rédigé, fut lu à la séance du soir et renvoyé à l'examen d'une commission.

Le 16 Mai, jour de l'Ascension, il n'y eut pas de séance; mais, sur l'initiative du Chanoine Dérivaz, un conciliabule de 39 députés appartenant à la majorité, réuni à la maison des Calendes, décida d'appeler les troupes du Haut-Valais, et l'ordre en fut expédié immédiatement.

A la séance du 17 au matin, ne furent traités que des objets d'un ordre secondaire; à celle du soir, Maurice Barman, après avoir donné lecture de l'ordre de marche, daté du 16, signé par les députés du dixain de Loèche,¹⁾ interpella le Conseil d'Etat de déclarer si cet ordre émanait de lui. Le président du Conseil d'Etat, Ignace Zen-Ruffinen, et le chef du Département militaire, Torrent, répondirent qu'ils n'avaient donné aucun ordre de ce genre. Dès lors, est-on autorisé à traiter de rebelles les citoyens de la partie occidentale du pays qui ont pris les armes pour repousser l'agression provoquée par les clubistes de la réunion clandestine du 16 Mai?

¹⁾ Cet ordre était ainsi conçu:

„En vertu d'un arrêté de l'autorité supérieure et de la majorité des membres du Grand-Conseil, il est ordonné à toutes les compagnies volontaires organisées, vu l'urgence, de marcher sur Sion, dûment armées et fournies de munitions et de vivres, et cela immédiatement après la réception du présent ordre; la troupe sera sous le commandement en chef de M. Guillaume de Kalbernatten, pour rétablir le repos public et pour suivre les ordres nécessaires,

Sion, le 16 mai 1844.

(Suivent les signatures.) *

C'est en vain qu'on objectera qu'après l'envahissement de la ville de Sion, le Grand-Conseil a reconnu les envahisseurs comme troupes du gouvernement. Il fallait que la troupe sous les ordres de Maurice Barman eût connaissance de cette décision; or, voici ce qu'on lit au protocole du Grand-Conseil que nous transcrivons littéralement:

« Séance du 18 mai, à cinq heures du matin.

Le Comité secret est continué.

Sur la nouvelle qui est donnée que des troupes s'avancent des deux parties du canton, une délégation d'un député par dixain est envoyée vers elles pour arrêter leur marche.

Le Grand-Conseil décide qu'elles seront payées et nourries par l'Etat.

Séance du 19 mai.

Le Grand-Conseil se forme en comité secret.

M. le président du Conseil d'Etat propose de sommer les troupes réunies aux environs de Sion, en dehors des pouvoirs constitués, de se dissoudre et prie le Grand-Conseil de prendre les mesures que les circonstances réclament.

En conséquence, le décret suivant est adopté:

Le Grand Conseil du Canton du Valais,

Vu la situation critique où se trouve le pays,

Décète :

M. Guillaume de Kalbermatten est revêtu de pleins-pouvoirs pour diriger toutes les opérations militaires et assurer la soumission au gouvernement pour rétablir l'ordre.

Le Grand-Conseil confère à M. Guillaume de Kalbermatten le titre et le rang de colonel.

Séance du 19 mai au soir.

Le comité secret est continué.

Le Conseil d'Etat informe le Grand-Conseil qu'il a communiqué à M. le commandant en chef de la troupe les décisions prises, au sujet des sommations préalables à faire et que M. le commandant a répondu que cette décision pourrait compromettre le plan de campagne en arrêtant le mouvement de l'armée. Le Conseil d'Etat propose ainsi de faire occuper militairement St-Maurice, comme aussi les autres communes que les circonstances conseilleraient et où des désordres auraient eu lieu.

Mû par ces considérations, le Grand-Conseil révoque la décision qu'il avait prise relativement aux sommations préalables à faire, en abandonne le soin à M. le commandant Guillaume de Kalbermatten et lui confie des pleins-pouvoirs pour occuper les localités qu'il jugera à propos d'après le plan de campagne.

Le Grand-Conseil se réserve le droit de décider si les frais d'occupation seront supportés par l'Etat ou par les communes.

Le Grand-Conseil confirme la nomination du Conseil de guerre.

M. le Président lève la séance et déclare close la session extraordinaire de mai 1844. »

Ainsi les Bas-Valaisans que le Grand-Conseil décide, le 18 Mai, de nourrir et payer; les Bas-Valaisans qui obéissent à son injonction de ne pas avancer¹⁾ se trouvent, sans s'en douter, des rebelles le 19!

¹⁾ M. Barman, après avoir reçu les commissaires que le gouvernement lui avait envoyés, le Dr Henri Ducrey et le major Amaeker, et avoir promis de ne pas avancer, écrivit ce qui suit au Conseil d'Etat: „Informés que les volontaires organisés du Haut-Valais ont été appelés au nom, mais à l'insu de l'autorité supérieure et de la majorité du Grand-Conseil, nous avons rassemblé les volontaires de nos dixains pour prévenir l'invasion du chef-lieu et du Bas-Valais. Par l'honneur, tel est notre but!

J'attendrai, au point où je me trouve, que vous m'envoyiez 1200 rations de pain, du fromage et du vin.

Des environs du pont de la Morge, 18 mai 1844.

Le commandant en chef,
(Signé) M. BARMAN."

Voyons maintenant ce qui se passait derrière les coulisses.

Le lecteur voudra bien remarquer qu'à la suite de la demande d'intervention fédérale du 4, réitérée le 6 Mai 1844 par le Conseil d'Etat du Valais, le Directoire fédéral annonça aux Etats confédérés, par circulaire du 8 Mai, la mise de piquet de nombreuses troupes, la nomination d'un commandant militaire dans la personne du colonel Jⁿ-Ulrich de Salis Soglio et celle de M. Antoine Schmid, Landammann d'Uri, et de M. Charles Burckhardt, Bourgmestre de Bâle, comme commissaires fédéraux.

Vers midi, M. Barman reçut du Conseil d'Etat l'invitation suivante :
Sion, le 18 mai 1844.

Le Conseil d'Etat du Canton du Valais

A M. Barman, commandant des troupes au pont de la Morge.

Monsieur,

Veuillez vous rencontrer au Conseil d'Etat à deux heures et demie,

Le Président du Conseil d'Etat,

(Signé) J. ZEN-RUFFINEN.

Cette invitation avait été adressée à M. G. de Kalbermatten.

Ni l'un ni l'autre des chefs ne se présenta, mais M. Barman délégua à la conférence le colonel Casimir Dufour et le capitaine Henri Ducrey. Au moment où ceux-ci se rendaient au Conseil d'Etat, les troupes du Haut-Valais entraient à Sion.

Au même instant, M. Adrien de Courten se présentait au siège du gouvernement, où le président le reçut avec ces paroles : « Malheureux, qu'avez-vous fait ! »

Une pièce importante dans le dénouement de ce drame est la déclaration des commissaires du gouvernement envoyés auprès des troupes du Bas-Valais; nous la transcrivons en entier :

« Dans la journée du 17 mai courant, le bruit s'étant répandu que les masses du Haut-Valais étaient en marche sur Sion, quelques députés du Bas-Valais demandèrent à ce sujet des explications au Conseil d'Etat, lequel répondit qu'il n'avait point ordonné leur mobilisation, que conséquemment il était tout-à-fait étranger à ce mouvement.

Cependant, les masses du Haut-Valais avançaient sur Sion; quelques volontaires du Bas, à cette nouvelle, s'étaient réunis à la hâte à la proximité de la ville. Pour éviter un conflit, le Conseil d'Etat, d'accord avec le Grand-Conseil, décida qu'il serait envoyé des commissaires aux troupes du Haut- et du Bas-Valais, pour les engager à ne pas avancer davantage sur Sion.

Les soussignés ayant été nommés commissaires du gouvernement auprès des troupes du Bas-Valais, se rendirent à leur destination, et rencon-

Par office de la même date, le Vorort, en annonçant au Valais les mesures qu'il a prises, l'informait que les commissaires fédéraux arriveraient sur le territoire valaisan, dans la journée du 14 ou du 15 courant. « Ils feront, y est-il dit, leur entrée par St-Maurice, seront escortés par un détachement de cavalerie du canton de Fribourg; nous vous prions en conséquence de prendre les mesures nécessaires, soit pour la réception des commissaires fédéraux, soit pour le logement et la nourriture de la troupe qui les accompagne. »

trèrent M. l'ancien conseiller d'Etat Maurice Barman, aux Corbassières, environ à une demi-lieue de Sion, où il stationnait avec de la troupe, et lui firent part de leur mission. Sur quoi M. Barman répondit qu'il se portait fort sur sa tête que sa troupe ne bougerait pas, à condition que les troupes haut-valaisanes n'avanceraient pas non plus.

Sur ce, les soussignés se rendirent au Conseil d'Etat et, parlant au Président du dit corps, lui rapportèrent ce qui est dit ci-dessus.

Les commissaires haut-valaisans n'étaient pas encore de retour et n'avaient pas encore fait rapport de leur mission.

C'est dans la matinée du samedi 18 du courant que ceci se passait.

A une heure environ de l'après-midi, les commissaires du Haut-Valais, étant de retour, rapportèrent que les troupes du Haut avaient pris l'engagement de ne pas avancer sans ordre du gouvernement.

Le Conseil d'Etat donna ordre au commissaire des guerres d'envoyer des vivres aux troupes du Bas-Valais, et il fut décrété que les colonnes du Haut et du Bas seraient payées par l'Etat.

Les commissaires soussignés, ayant obtenu l'assurance que les troupes du Haut-Valais n'avanceraient pas sans ordre du gouvernement, s'empresèrent de le faire savoir à M. Barman par M. Ducrey, l'un des commissaires.

A son retour à Sion, lorsqu'il rendait compte de sa démarche au Président du Conseil d'Etat, grande fut sa surprise d'entendre que les troupes du Haut-Valais entraient à Sion, tambour battant.

Sur l'observation qui lui fut faite que la colonne du Haut avait manqué à sa promesse, il répondit (le Président) qu'il le déplorait bien sincèrement.

Les soussignés ne parleront pas des décisions du Grand-Conseil, par lesquelles le mouvement des masses du Haut-Valais fut après coup approuvé et arrêté qu'il serait fait des sommations au Bas-Valais, etc.; ils se réfèrent à cet égard au protocole du Grand-Conseil.

Les soussignés attestent la présente déclaration conforme à la vérité. En tel Sion, le 30 mai 1844.

Les commissaires du gouvernement, membres du Grand-Conseil,
(Signés) DUCREY, docteur en droit; AMACKER, major. "

Sur le refus successif de M. le Bourgmestre Burckhardt et de M. le Landammann Blösch d'accepter la mission de commissaires, le Vorort jeta ses vues sur Bernard Meyer, qui avait déjà rempli une mission confidentielle en Valais l'année précédente. Il avait, dit-il, pour instruction de se présenter d'abord comme simple reporter et de ne prendre la qualité de commissaire que si la nécessité l'exigeait et sur la demande formelle du gouvernement du Valais.¹⁾ Dès que le Vorort eut Bernard Meyer sous la main, il ne fut plus question de donner suite aux instructions primitives prescrivant aux commissaires de faire leur entrée en Valais le 14 ou le 15 Mai. Aussi, le Landammann Schmid resta-t-il à Fribourg, comme un *pictus masculus*, jusqu'après la consommation du guet-à-pens et ne fit son entrée à St-Maurice que le 23, sur l'ordre du Directoire.²⁾ Le mot de guet-à-pens qui vient de nous échapper peut paraître exagéré; pour en justifier l'application, laissons parler Bernard Meyer lui-même: En présence de la faiblesse de M. Ig. Zen-Ruffinen et des autres membres du gouvernement, il n'y avait de salut que dans une attitude énergique du Grand-Conseil, ce qui n'était pas chose facile.³⁾

Ici nous traduisons fidèlement: « Après le diner, je me rendis dans la chambre que le Grand-Baillif occupait à côté de la mienne, et le priai de faire inviter chez lui quelques membres des plus influents de la majorité du Grand-Conseil. Peu d'instants après, il s'y en rencontra environ une dizaine. Mon entretien avec eux me donna l'image d'une perplexité inimaginable, au moment décisif. Je leur demandai s'ils avaient arrêté un plan de discussion et de détermination pour

¹⁾ Erlebnisse, T. I, page 27. ²⁾ Erlebnisse, T. I, page 53. ³⁾ Erlebnisse, T. I, page 54.

le Grand-Conseil. Il me fut répondu négativement. Je leur demandai ensuite ce qu'ils pensaient faire. Je reçus les réponses les plus diverses. L'un proposait d'occuper militairement St-Maurice, siège (?) du comité révolutionnaire ; un autre opinait de se borner à supprimer la Jeune Suisse ; un troisième proposait, pour légitimer la suppression de la Jeune Suisse, de supprimer aussi la Vieille Suisse ; un autre estimait qu'il fallait exiger des garanties de sûreté de St-Maurice. C'est ainsi que la discussion divagua et je vis bientôt qu'il n'y avait rien à faire avec ces gens-là. Nous nous séparâmes donc sans avoir rien décidé. Quelques membres étant restés en arrière, je leur recommandai du courage et je leur dis franchement qu'ils se rendaient traitres envers le pays s'ils ne prenaient pas une résolution énergique ; je leur conseillai de décider le Grand-Conseil à décréter l'occupation militaire de St-Maurice et la suppression de la Jeune Suisse.

« Mais, me demanda-t-on, qui en fera la proposition et on m'avoua que personne n'en aurait le courage. Ce triste aveu me détermina à proposer de la faire présenter par l'une des deux commissions nommées par le Grand-Conseil. Nous convinmes aussi, pour gagner du temps, de ne pas fixer de séance du Grand-Conseil le lendemain, 16, jour de l'Ascension.

« M. le Chanoine Dérivaz, curé d'Ardon et représentant du Clergé au Grand-Conseil, n'assistait pas à cette réunion. Il était aussi au nombre des fugitifs devant les violences de la Jeune Suisse, qui avait pillé sa cure dans une de ses récentes courses sur Sion. Il me visita plus tard, et au premier aspect, je vis que j'avais devant moi un homme d'une autre trempe. Nous nous entretenîmes de l'état du pays ; nous étions

d'accord à reconnaître que le moment d'agir était venu pour l'arracher à l'anarchie et que l'unique moyen d'y parvenir était d'amener le Grand-Conseil à prendre une décision énergique.

« Nous nous accordâmes à provoquer une réunion privée de la majorité des membres du Grand-Conseil, dans le but de se concerter point par point sur les décisions à prendre par le Grand-Conseil. Il se chargea de la convocation et ainsi la chose se trouvait entre les meilleures mains que possédât le Valais.

« Ainsi qu'il avait été convenu, il n'y eut pas de séance du Grand-Conseil le jour de l'Ascension; la réunion privée eut lieu dans l'après-midi. 39 membres, la majorité absolue du Grand-Conseil,¹⁾ étaient présents. M. Dérivaz leur présenta un rapport de la commission chargée de préavisier dans l'affaire de St-Maurice, concluant à des mesures énergiques pour le rétablissement du repos et de l'ordre. Ses propositions furent adoptées et les membres présents invités à corroborer la décision par leur propre signature. Il m'assura plus tard que plusieurs n'avaient souscrit que d'une main tremblante.

« Il était à prévoir que dès que la Jeune Suisse aurait vent d'une résolution énergique du Grand-Conseil, elle tenterait de prendre les devants, elle avait à sa disposition un corps bien armé, pourvu d'artillerie qu'elle pouvait mettre sur pied et pouvait, comme précédemment, occuper le siège des autorités cantonales avant que celles du Haut-Valais, dévouées au gouvernement pussent arriver.²⁾ Pour prévenir un pareil

¹⁾ Comparer avec la page 39 où Bernard Meyer dit que la présence de 40 membres ne suffisait pas pour constituer la majorité. ²⁾ La déclaration faite au Grand-Conseil, le 17, par Ig. Zen-Ruffinen et par M. Torrent prouve que le gouvernement était étranger à cette levée de bouilliers.

coup-de-main, les chefs militaires de la Vieille Suisse expédièrent dans la nuit du 16 et dans la matinée du 17 des exprès dans les vallées les plus reculées du Haut-Valais et du Centre, des dépêches les appelant sous les armes, avec ordre de se diriger sur Sion.

« Le 17 au matin, il y eut séance du Grand-Conseil sans qu'il s'y passât quelque chose de significatif; on avait convenu d'ajourner la décision importante à la séance du soir, *pour gagner du temps en faveur du soulèvement*. A 7 heures du soir, la cloche de l'hôtel de ville annonçait l'entrée de la séance omineuse; une foule nombreuse stationnait devant l'hôtel; une agitation fiévreuse s'était emparée de toute la ville.

« Je restai à l'hôtel et je me rendis chez Madame de Courten, qui avait accompagné son mari. Cette excellente dame était, non sans raison, dans une vive inquiétude. J'ai raconté ailleurs les horreurs qui s'étaient commises dans sa maison à Sierre, en 1840. Je réussis à la consoler pour un instant. Il était 9 heures et l'on n'avait encore point de nouvelles du Grand-Conseil, lorsque tout à coup, sur la place devant l'hôtel de ville, des cris de rage sauvage et un bruit étourdissant se firent entendre. Madame de Courten et moi nous nous précipitâmes à la fenêtre et observâmes une foule qui s'éloignait en poussant des cris menaçants. Je fis ici la remarque que la population de Sion ne faisait pas exception de celle des autres villes de notre époque et qu'elle sympathisait en grande majorité avec la Jeune Suisse; il est vrai qu'un certain nombre d'individus s'étaient introduits en ville et excitaient la population.

« Je compris qu'il devait s'être passé quelque chose d'extraordinaire au Grand-Conseil; je courus dans ma chambre, m'armai d'une paire de pistolets et me pré-

cipitai dans l'escalier pour m'assurer par mes propres yeux de ce qui s'était passé. Dans l'escalier, je rencontrai deux députés au Grand-Conseil, tous deux de Loèche, qui, en me voyant, me dirent d'un ton lamentable: « Tout est perdu, notre plan a été trahi, le Grand-Conseil est dissous, sauvez-vous, il va se passer quelque chose de terrible! »

« Cette nouvelle m'alarma, mais je me remis à l'instant et demandai à ces deux Messieurs où était le Grand-Baillif. Je ne reçus aucune réponse, car mes deux interlocuteurs avaient déjà couru dans leur chambre à l'étage supérieur, pour se préparer à la fuite. Je courus chez Madame de Courten pour savoir où était son mari et si l'on avait appris quelque chose de positif. A mon entrée, un spectacle émouvant se présenta à mes regards. Le grand-conseiller et major Nicolas Roten, désespéré et se tordant les mains, courait par la chambre en disant: « Nous sommes perdus, ô Monsieur Meyer, chère tante, nous sommes perdus. » Madame de Courten, à genoux, sanglotait: « O mon Dieu, mon Dieu, où est mon mari? Devrai-je encore assister à une scène aussi horrible; devant mes yeux on avait assassiné son frère, qu'adviendra-t-il de mon mari, je veux aller auprès de lui et mourir à ses côtés! »

« Ces lamentations me percèrent l'âme; je ne savais que trop que la position la plus dangereuse était la mienne. Je pensais à ma femme et à mes pauvres enfants en bas âge dont j'étais le seul soutien; mes yeux se remplirent de larmes. Mais peu d'instant après, je m'étais remis; je cherchai à consoler Madame de Courten en lui faisant remarquer que le Grand-Conseil ne devait pas être dissous, qu'au contraire il devait encore siéger, puisque, à part les membres de l'opposition, les deux Messieurs de Loèche et M. Roten, per-

sonne ne se montrait. Je signifiai à M. Roten que sa place n'était pas ici, mais dans la salle du Grand-Conseil.

« Celui-ci me comprit et s'éloigna sur le champ. En effet, je ne m'étais point trompé au sujet du Grand-Conseil, il continuait la séance. C'est ce qui a sauvé le pays, et ce salut il le doit à l'énergie d'un seul homme, du Chanoine Dérivaz, qui me raconta plus tard ce qui s'était passé de la manière suivante :

« La commission du Grand-Conseil, composée principalement de membres appartenant à la majorité de l'Assemblée, avait adopté les résolutions arrêtées dans la réunion privée des 39 et les avait soumises au Grand-Conseil en sa séance de relevée. Une discussion tumultueuse s'ensuivit; Maurice Barman, chef militaire de la Jeune Suisse, comme son frère Joseph était le chef politique du parti radical, produisit un ordre de marche d'un chef militaire de la Vieille Suisse, on cria à la trahison et fit entendre les menaces les plus furibondes.

« Lorsque la majorité eût adopté les principaux chefs proposés par la commission — adjonction au gouvernement d'une commission de trois membres, pouvoirs illimités pour la levée de troupes et nomination d'un commandant de la landwehr, — la minorité se leva comme un seul homme et quitta la salle. De là confusion générale, le Président, le bon vieillard M. de Courten, se leva aussi de son fauteuil, prit son chapeau et courut vers la porte, suivi d'un grand nombre de députés. M. Dérivaz se précipita alors vers la porte et reconduisit le vieillard affolé au fauteuil présidentiel en disant: « Ici est votre place. »

« Du recensement des membres présents, il résulta qu'il n'y en avait que 40 et qu'il en manquait un pour

former la majorité réglementaire. On se mit à la recherche de quelques membres qui, dans la panique, s'étaient enfuis avec la minorité. On les trouva, ils reparurent et avec eux M. Roten, sur quoi on put continuer la séance. Dès lors, il fut procédé à la nomination de M. G. de Kalbermatten comme commandant en chef de la landwehr et à celle des trois commissaires à adjoindre au Conseil d'Etat.

« Vers 10 heures, la séance était levée. J'estimai le moment venu de rappeler au Conseil d'Etat mes instructions et je me rendis au siège de ce corps, dans la demeure particulière de M. le général de Kalbermatten (ne pas confondre avec M. Guillaume de Kalbermatten), située dans la partie inférieure de la ville. Accompagné d'un jeune garçon portant une lanterne, que la maîtresse d'hôtel m'avait donné, je traversai les rues au milieu de la foule qui les parcourait en tous sens. Sur la place devant l'hôtel de ville, stationnait, prête à faire feu, une compagnie de carabiniers, composée de Haut-Valaisans. Une seconde, du Bas-Valais, s'était en grande partie débandée. J'arrivai à mon lieu de destination sans avoir essuyé la moindre insulte. Le Conseil d'Etat était en séance et avait expédié à M. Guillaume de Kalbermatten les décisions qui venaient d'être prises par le Grand-Conseil. Je déclarai au Conseil d'Etat que s'il le désirait, je revêtirais immédiatement la qualité de commissaire fédéral et agirais comme tel, sur quoi il me fut répondu qu'on en délibérerait et m'informerait de la décision; que si je ne recevais pas de réponse dans le plus bref délai, je devais envisager ce silence comme l'expression du désir de rester sur l'ancien pied et de me voir conserver l'attitude privée. Je pris congé et rentrai à l'hôtel, où j'attendis en vain une réponse.

« La nuit du 17 au 18 Mai fut pour moi une des plus pénibles de ma vie.

« La ville avait été agitée jusqu'à une heure avancée.

« Avec les dispositions hostiles de la majorité de la population, et le grand nombre de Jeunes Suisses qui s'y étaient introduits, — Maurice Barman en estima plus tard le nombre à 200 — un coup de main et des violences sanglantes étaient à craindre. L'hôtel que j'habitais était le quartier général des chefs de la Jeune Suisse; ceux-ci montaient et descendaient bruyamment l'escalier, des courriers arrivaient et partaient, tous les chevaux du Lion d'or, où se trouvait la poste, avaient été réquisitionnés par eux; on y tapageait, tempêtait, galopait dans tous les sens. Une grande partie des députés appartenant à la majorité s'étaient, de peur, réfugiés chez des particuliers bienpensants ou avaient fui la ville. Il n'en était resté que quatre à l'hôtel, le Grand-Baillif de Courten, Camille de Werra, Ferdinand Stockalper et le major Roten. Le bon vieillard M. de Courten parcourait la chambre dans laquelle nous étions réunis dans une exaltation indicible et les horreurs de 1840 se peignaient sur son visage et sur celui de sa noble femme qui nageait dans ses larmes. Cet homme ne se possédait plus et, malgré son désespoir, perceait l'homme de race, l'héritier de nobles ancêtres. Il ne voulait pas entendre parler de fuite; parcourant la chambre d'un pas alerte et secouant son catogan à droite et à gauche, il s'écriait: « Ici est ma place, je ne la quitte pas, arrive que pourra! »

« L'ordre de marche donné à la Jeune Suisse par ses chefs partit de mon hôtel à 11 heures de la nuit; selon son organisation, cette troupe pouvait être mobilisée avec une promptitude extraordinaire.

« Avec la faiblesse et l'irrésolution du gouvernement je n'étais pas un instant assuré, malgré ses protestations réitérées, qu'il ne m'adresserait pas une demande d'intervention. Cela me clouait à ma chambre, qui était attenante à celle où les chefs de la Jeune Suisse forgeaient leurs plans de révolte. C'était un brouhaha continu dans l'escalier et dans la chambre voisine de la mienne. *On ne connaissait que trop ma participation aux décisions énergiques de la majorité du Grand-Conseil*; les malédictions contre ma personne parvenaient jusque dans ma chambre; celui qui connaissait les horreurs commises dans ce malheureux pays par les passions déchainées de l'esprit de parti, pouvait tout redouter de l'exaltation du moment. Résigné à tout, je tombai à genoux et adressai au Toutpuissant la fervente prière de me protéger et de ne pas me retirer sa grâce, si malheur devait m'arriver.

« Enfin vers le matin, le silence se fit soit à l'hôtel, soit en ville; les chefs de la Jeune Suisse, tous membres de l'opposition, et une partie notable de leurs partisans de la ville coururent vers le Bas-Valais, où ils étaient sûrs de rencontrer dans la journée même des bandes bien armées de Jeunes Suisses. Je me défiais cependant de cette tranquillité apparente. Je supposais qu'un coup de main devait avoir lieu, car en cas de conflit la possession du chef-lieu et de l'arsenal devait exercer une influence trop décisive. On m'assura plus tard qu'il fut empêché par la présence en ville des six compagnies de milices dont quatre étaient tout dévouées au gouvernement et se seraient résolument battues, si le coup de main, qui n'aurait du reste dans cette nuit pu être tenté qu'avec de faibles forces, avait été entrepris.

« Dès les 4 heures, je rédigeais un rapport au Vorort sur les événements du jour précédent et de la nuit.

« A cinq heures, le Grand-Conseil se réunit et décréta, entre autres, des pouvoirs illimités au commandant des troupes Kalbermatten. La ville était calme, ou plutôt il y régnait un silence sombre et étouffant. Dans la matinée du 18, le bruit se répandit que la Jeune Suisse approchait; on apprit aussi que, la veille, de fortes colonnes du Haut-Valais et du Centre avançaient sous les ordres de M. de Kalbermatten et avaient poussé jusqu'à Sierre.

« Peu d'instants après, on apprit leur entrée à St-Léonard, près de Sion, tandis que de la ville même on distinguait les avant-postes de la Jeune Suisse. Une collision semblait inévitable; mais au moment même où l'action décisive devait avoir lieu, où l'autorité légale pouvait agir avec résolution, faire prévaloir son autorité, sauver le pays avec la force qu'elle avait en main, elle s'abandonna à une lâcheté sans nom. Le Conseil d'Etat avait été réuni toute la matinée et rentrait dans le rôle qu'il avait joué l'année dernière, lorsque les bandes de la Jeune Suisse avaient pénétré jusqu'à Sion, pillant, vidant les caisses publiques, demandant et obtenant une indemnité du Conseil d'Etat. Au lieu d'agir, on décida de négocier et on invita les commandants des deux troupes à une entrevue personnelle, à laquelle, ainsi qu'il était à prévoir, il ne fut donné suite ni d'une part ni de l'autre, comme cela devait être dans l'imminence du conflit dont le succès pouvait dépendre du moment utilement choisi.

« La même panique s'était aussi emparée du Grand-Conseil; à l'approche des bandes armées du Haut et du Bas, il se réunit précipitamment et décida, dans sa terreur, d'envoyer des députations aux Bas-Valaisans,

comme aux Haut-Valaisans, pour leur ordonner de suspendre leur marche et proposer un armistice. Cette décision, prise dans la peur et l'effarement, n'est consignée dans aucun protocole¹⁾ parce qu'on en eut honte plus tard. Les commissaires furent effectivement envoyés, mais leur mission resta sans effet.²⁾

«Ayant appris ce qui se passait, je me rendis en hâte, vers midi, chez le président du Conseil d'Etat. En entrant dans sa chambre, je lui dis: «Je viens d'apprendre, Monsieur le Président, qu'on veut de nouveau négocier avec les rebelles et reproduire la honte de l'année dernière. Dans l'état où en sont les choses, vous ne pouvez plus reculer, il vous faut aller en avant. La guerre civile vous fait horreur; vous avez raison, moi aussi je frémis à la pensée de l'effusion du sang des citoyens! Mais le premier et le plus saint des devoirs du gouvernement consiste à sauver le pays de l'anarchie et de tous ses débordements. Rien ne doit vous retenir de remplir ce devoir. Avec la conscience tranquille, je vous adjure: en avant!»

«Ce fut en vain, M. Zen-Ruffinen était en proie à la panique du moment et incapable de prendre une résolution énergique. En le quittant, je courus à la chambre de M. de Courten, où je trouvai rassemblés environ un douzaine de députés; tous affolés, pâles, égarés, perplexes comme des **moutons sans berger**. Je leur conseillai d'agir et de ne pas rester inactifs lorsque

¹⁾ C'est faux. Le protocole de la séance du Grand-Conseil du 18 mai porte:

«Sur la nouvelle qui est donnée que des troupes s'avancent sur le chef-lieu, des deux parties du canton, une délégation d'un député par dixain est envoyée vers elles pour arrêter leur marche.

Le Grand-Conseil décide qu'elles seront soldées et nourries par l'Etat.»

²⁾ C'est faux encore. Maurice Barman a obéi au Grand-Conseil. Si M. de Kalbermatten s'est affranchi de ce devoir, Bernard Meyer nous apprend, à la page 43 de ses mémoires, que c'est à son instigation qu'il a agi.

de chaque instant dépendait la victoire ou la destruction. On m'informa qu'on discutait à l'instant s'il fallait laisser entrer en ville les troupes du Haut-Valais; qu'une députation était allée au devant d'elles pour arrêter leur marche, mais qu'elles avançaient néanmoins et étaient à un quart de lieue de la ville, prêtes à faire feu. Un député, tremblant de tous ses membres, me demanda si c'était mon avis *officiel* que les troupes entrassent à Sion. Indigné, je lui répondis: « Vous savez que je n'ai pas ici une opinion officielle à émettre, mais comme particulier à qui son cou est aussi cher qu'à vous le vôtre, **je vous dis: faites-les avancer aussitôt que possible**, car si les Jeunes Suisses sont les premiers à occuper la ville, vous, moi et notre cause, tout est perdu. »

« Camille de Werra, qui avait, durant toute la catastrophe, fait preuve d'un grand sang-froid, prit mon interlocuteur par le bras, le conduisit vers la porte, en lui disant: « Dépêchez-vous. »

Bernard Meyer continue son récit: « L'envoi d'une députation pour arrêter la marche de ces troupes était du reste tout-à-fait inutile; les chefs militaires n'appréciaient que trop l'importance de l'occupation de Sion pour ne pas pousser en avant, nonobstant l'ordre porté par la députation et l'envoi d'une des compagnies de milices stationnées à Sion, envoyée à leur rencontre dans un esprit hostile. Plus tard, aucun conseiller d'Etat ne voulut avoir donné cet ordre, et il est probable que le chef de bataillon, dont les opinions étaient favorables à la Jeune Suisse, avait pris sur lui d'ordonner cet envoi.¹⁾ »

¹⁾ Le major de ce bataillon, M. Adolphe de Courten, encore vivant et dont on ne suspectera pas l'honorabilité, a déclaré dans le temps et déclare encore aujourd'hui que c'est lui-même qui a transmis au capitaine Calpini

« Peu d'instants après, la première colonne haut-valaisanne entra à Sion, occupait l'arsenal, ainsi que les accès de la ville et prenait position à la Planta. Je courus à l'hôtel de ville et y trouvai un petit nombre de Grands-conseillers, ainsi que deux Conseillers d'Etat, Zen-Ruffinen et Clémens. Parmi les Grands-conseillers, Camille de Werra, Luder et Elie-Nicolas Roten occupaient le bureau du secrétariat. A mon entrée, ce dernier me dit qu'ils venaient de se constituer en conseil de guerre et, qu'en cette qualité, ils s'occupaient de la rédaction d'une proclamation que Luder dictait à Roten. S'adressant aux deux conseillers d'Etat présents, ils demandèrent que le Conseil d'Etat, en vertu des pleins-pouvoirs dont il était revêtu, donnât sa sanction légale à la qualité, par eux arbitrairement prise, de s'ériger en Conseil de guerre. Les deux conseillers d'Etat, sous l'impression de la promptitude des événements qui venaient de se succéder, ne virent pas le danger d'accéder à cette demande et se déclarèrent prêts à obtenir une pareille autorisation du Conseil d'Etat.

« J'étais assis dans la salle à une table à l'écart, où je rédigeais à l'adresse du Directoire un rapport qui se perdit. L'express qui en avait été chargé fut

l'ordre qu'il avait reçu de l'inspecteur des milices, M. le colonel Eugène de Riedmatten, d'aller à la rencontre des Haut-Valaisans et que c'est ce même officier supérieur qui, au moment où le peloton Calpini allait faire usage de ses armes, lui cria : « Au nom de Dieu, ne faites pas feu ; retirez-vous. » Il s'était engagé, entre le capitaine Calpini et le commandant de Kalbermatten, le dialogue suivant : Qui vive ! — Troupes du gouvernement, répond de Kalbermatten. — Pas vrai, on ne passe pas. — Troupes du Grand-Conseil, répond de Kalbermatten. — Pas vrai non plus, on ne passe pas. C'est alors que, sur l'intervention de l'inspecteur des milices, le capitaine Calpini rentra au quartier avec son peloton de 56 hommes, dit adieu à sa compagnie et envoya sa démission au Conseil d'Etat.

M. Adolphe de Courten certifie de plus que le commandant Défayes ayant donné sa démission à l'entrée en ville des Haut-Valaisans, il fut appelé au Conseil d'Etat et chargé de prendre le commandement du bataillon.

arrêté près de Sierre par les Haut-Valaisans et ramené prisonnier à Sion. La dépêche se perdit dans le désordre et l'inconnu qui la trouva la fit passer entre les mains des Jeunes Suisses.¹⁾

« Voyant qu'il était sérieusement question de constituer un Conseil de guerre, qui allait substituer son autorité à celle du gouvernement, je m'approchai de M. Zen-Ruffinen et le rendis attentif au danger de créer un pouvoir inconstitutionnel, ce qui ne donnerait que trop facilement aux adversaires la preuve que les autorités constitutionnelles étaient dis-

¹⁾ Cette dépêche, dont la traduction a été lue en séance de la Diète fédérale du 28 juin 1844, est trop importante pour ne pas être reproduite.

Sion, 18 mai 1844.

Tit.

Les événements de la nuit dernière se sont passés si précipitamment, que je n'ai pu vous en transmettre qu'un rapport superficiel. Je prends la liberté d'y revenir encore brièvement. La majorité du Grand-Conseil avait arrêté dans une réunion privée d'engager le Grand-Conseil à prendre la décision de faire occuper militairement une partie du Bas-Valais; d'adjoindre au Conseil d'Etat une commission du Grand-Conseil, avec des pouvoirs extraordinaires, et de nommer un commandant des troupes. Comme on était convaincu par expérience de la témérité des partisans de la Jeune Suisse et qu'on devait craindre un coup de tête lorsque ces résolutions seraient connues, on envoya, *déjà le 16*, des exprès dans le Haut-Valais pour appeler les volontaires au soulèvement. L'opposition doit avoir eu vent de ces pourparlers et cela donna lieu à de vigoureuses sorties au Grand-Conseil. Lorsqu'il s'agit de nommer le commandant des troupes, l'orage éclata dans toute sa force. L'opposition se retira de l'assemblée, ainsi que quelques membres de la majorité par lâcheté, ou complète stupidité.

Le Grand-Conseil se trouva ainsi, pendant quelque temps, comme dessous. Cette autorité ne tarda cependant pas à se réunir et poursuivit ses délibérations avec une majorité réglementaire. Je vous en ai communiqué hier le résultat. C'est un événement heureux que le Grand-Conseil ait pris une fois une résolution énergique. S'il était resté hier sans rien faire, ou s'il se fût complètement dissous, ainsi que cela en prenait la tournure, le beau pays du Valais se serait trouvé dans la plus terrible anarchie et en proie à la guerre civile la plus affreuse, mais, de cette manière, il peut encore s'en tirer. La séance se continue sans interruption, mais dans une attitude pleine de perplexité. Les chefs de la Jeune Suisse se démenaient comme des fous, recevant et envoyant des courriers. Une partie des volontaires soulevés dans le Haut-Valais se trouvait déjà à Sierre, à trois lieues de Sion. Quelques personnes craignaient un coup de main de la part de la Jeune Suisse, qui pourrait prendre position dans la ville de Sion. Cependant, les militaires

soutes et que l'anarchie était complète; c'est pourquoi je l'engageai à faire émaner du gouvernement constitutionnel tous les arrêtés adressés au peuple, sans pour cela entraver l'action du Conseil de guerre. Je fis aussi part de cette manière de voir à ceux qui venaient de se constituer en Conseil de guerre et je fus écouté de part et d'autre. On décida de faire chercher et convoquer à l'hôtel de ville le secrétaire d'Etat Ganioz et les autres membres du Conseil d'Etat. M. Ganioz arriva bientôt avec une figure passablement décomposée. A son apparition, le major Roten lui dit : Eh bien, M. Ganioz, faites-vous une proclamation? — Sur quel sujet? dit M. Ganioz, et M. Roten lui présenta la proclamation du Conseil de guerre dictée par M. Luder. Après avoir

sont en grand nombre dévoués au gouvernement; ils feront leur devoir. Ainsi se passa cette nuit pleine de terreur aussi paisiblement que cela était possible dans de pareilles circonstances.

A midi. Le Grand-Conseil, réuni dès les 5½ heures du matin, a levé sa séance à 10 heures. Les résolutions de la veille ont été confirmées et on décida que les volontaires requis seraient soldés par l'Etat. Le Conseil d'Etat fut de plus chargé d'instituer de suite un tribunal extraordinaire criminel et de police. Pendant ce temps-là, les volontaires du Haut-Valais et de la Jeune Suisse se rassemblaient et prenaient, les premiers à Sierre, et les seconds à Ardon, une position menaçante.

Dans ce moment décisif, où la résolution devient nécessité, le Conseil d'Etat paraît être retombé dans son ancienne irrésolution. Il donne des ordres à ceux de Sierre de ne pas avancer et se fait donner par la Jeune Suisse la parole de ne pas avancer à son tour, si l'on ne descend pas du Haut-Valais. Mais ceci n'avance à rien, les décisions du Grand-Conseil doivent être exécutées ou retirées.

Le soir, 3¼ heures. Les troupes du Haut-Valais sont entrées et ont occupé l'hôtel de ville. Ce sont des gens sauvages. Cela peut devenir sanglant. Les Jeunes Suisses sont partis à la minute de la ville. Je me suis de nouveau offert comme commissaire, mais il n'y a plus aucun ordre. **La force seule règne.** Zen-Ruffinen et Clémens, deux membres du Conseil d'Etat, sont venus à la maison de ville, ainsi que le chancelier Ganioz. Il n'est pas possible de trouver les autres. Un Conseil de guerre de cinq membres s'est constitué.

J'ai annoncé au H. Commissaire à Fribourg qu'il était temps d'entrer. Veuillez arrêter ce qui sera convenable.

(Signé) BERNARD MEYER, secrétaire d'Etat.

P. S. M. Gross arrive dans ce moment et le Conseil d'Etat se trouve ainsi constitué.

subi quelques changements et avoir été signée par MM. Zen-Ruffinen et Ganioz, elle fut expédiée à l'imprimerie. Plus tard, arrivèrent MM. Gross et de Kalbermatten, qui y donnèrent leur adhésion. »¹⁾

Nous avons traduit aussi littéralement que possible ces dix pages des mémoires de Bernard Meyer; tout lecteur impartial aura déjà arrêté son jugement. Au moment suprême, à l'imminence de l'effusion du sang valaisan par des Valaisans, les cœurs s'étaient émus. Un membre très prononcé de la majorité, M. François Allet, de Loèche, proposa et le Grand-Conseil ordonna aux deux colonnes d'arrêter leur marche, s'engageant à les solder et nourrir l'une et l'autre. Le Chanoine Dérivaz lui-même avait fléchi ou n'avait pu rallier sa majorité. M. Bernard Meyer n'était pas parvenu à tirer de son indécision le président du Conseil d'Etat, Ignace Zen-Ruffinen. Eh bien! il agira seul, lui étranger au canton; il ne reculera pas devant les horreurs de la guerre civile; en sa qualité amphibie d'agent provocateur et de commissaire fédéral, il déterminera, en chambre privée, un fanatique tremblant à aller porter son mot d'ordre au chef de la colonne haut-valaisanne et il se vante de ce haut fait! Dès lors, sur qui retombe le sang versé au Trient et la responsabilité des persécutions endurées pendant plus de trois ans par les exilés et les autres libéraux valaisans?

Le plan de campagne de M. G. de Kalbermatten était le suivant: Partant de Sion avec sa nombreuse armée et ayant pour commandant en second M. le colonel Taffiner, il occupait le centre, soit la plaine du Bas-Valais avec les commandants Cathrein, Elie de Courten et de Preux. Les hauteurs de la rive septen-

¹⁾ Erlebnisse, T. I, p. 35—45.

trionale étaient gardées par les Saviésans, tandis que M. de Werra, de Loèche, avait mission de conduire sa colonne, par les Follateyres, sur la rive droite du fleuve, au pont d'Outre-Rhône, d'où elle devait aller renforcer les postes de la Balma et du Trient. Le major fédéral Roten, commandant l'aile gauche, passant par Nendaz et Isérables, devait fondre sur Riddes pour occuper le pont couvert sur le Rhône, tandis qu'Adrien de Courten, avec sa colonne de 500 hommes, avait mission de pénétrer dans la vallée de Bagnes par le Levron pour couper, soit par sa troupe, soit par la Vieille Suisse de l'Entremont, la retraite des libéraux par Tête Noire. Cette mesure de prudence était commandée par l'expérience; M. de Kalbermatten savait que le dixain d'Entremont comptait à peu près les deux tiers de conservateurs, enrôlés la plupart dans la Vieille Suisse et que l'autre tiers, appartenant au parti libéral, se fractionnant entre libéraux et Jeunes Suisses, surpassait ses adversaires en détermination et en courage; l'expérience en avait été faite dans la lutte récente du 31 mars, à Fully, où les assaillants, deux fois plus nombreux, avaient dû prendre la fuite après une lutte sanglante.

En résumé, le plan concerté par M. G. de Kalbermatten consistait à fermer toute issue à la colonne Barman et à la bloquer à Martigny comme dans une souricière.

Deux circonstances imprévues vinrent contrecarrer la réalisation de ce projet; dans la nuit du 19 au 20 mai, la troupe commandée par MM. Joris et Dufour avait apporté de la paille pour bivouaquer sur le pont couvert de Riddes; le 20, à son départ, par une cause encore inconnue, cette paille prit feu, détruisit le pont et arrêta pour un jour la marche des Haut-Valaisans.

D'autre part, des événements autrement graves se passaient en Entremont; faute de trouver un homme capable parmi les officiers conservateurs de ce dixain, le capitaine Louis Pignat, de Vouvry, plus connu par son fanatisme politique que par ses talents militaires, fut cependant désigné pour y organiser la Vieille Suisse. Sa présence à St-Brancher, dès le 17 mai, faisait seule pressentir des entreprises inquiétantes. Une lettre adressée par lui, le dit jour, au commandant Jost, au Trient, contenait ce qui suit :

« *Cher commandant,*

Les détails que vous m'avez donné *m'a fait* un grand plaisir par son importance et j'attends beaucoup des points de la Balma et du Trient. Je pense que ce dernier point ne sera pas moins soigné que l'autre pour parer à une attaque de Martigny, car il faudrait aussi le prévoir. Votre projet de couper les communications de Fully aurait l'inconvénient d'entraver la colonne amie du Haut qui ne peut manquer de vous arriver après avoir longé la rive opposée et se joindre à vous. Jonction très utile pour tomber sur Martigny et St-Maurice. Il a été adopté pour signe de ralliement un morceau d'étoffe blanche, marque visible même de nuit. Je donnerai dans le Haut¹⁾ copie des détails que vous *madressé*, mais il m'est à peu près impossible de me transporter près de vous, étant obligé de courir d'une commune à l'autre dans l'Entremont afin de tout préparer à faire force besogne. Veuillez en attendant accueillir, etc. P. S. J'ai des nouvelles du dixain de Monthey, les Jeunes Suisses *paraissent* assez calmes pour le moment. Les Saviésans doivent être à Sion.

PIGNAT, capitaine. »

¹⁾ On remarquera que l'écrivain n'a rien à faire avec le gouvernement, mais uniquement avec la colonne *amie* du Haut-Valais et qu'il n'est en relation qu'avec elle.

Le 18 mai, en apprenant la levée en masse du Haut-Valais et l'appel du comité de Martigny, la population de l'Entremont resta calme. François Baud, de Bagnes, s'était rendu à Martigny pour s'enquérir de l'état des choses. Il fut assassiné à son retour, après avoir passé à St-Brancher à une heure assez avancée de la nuit. Une quinzaine d'hommes armés, accompagnés par le lieutenant Maurice-Eugène Filliez, se rendirent le lendemain dans cette dernière localité pour obtenir des renseignements sur la disparition de leur concitoyen et aussi pour porter secours aux libéraux menacés par la Vieille Suisse.

Le 20 mai, Maurice Filliez fut appelé au Conseil bourgeoisial de St-Brancher, où tout le monde manifestait des intentions pacifiques et conciliantes. Il fut fait entre ce conseil et Filliez une convention portant :

« 1° Que l'on empêcherait toute provocation entre les partis; que l'on tâcherait de rétablir la paix et la confiance entre tous les citoyens;

2° que l'on demanderait une loi pour une répartition plus équitable des charges publiques; une instruction primaire plus appropriée aux besoins du peuple et l'abolition des immunités du Clergé, sauf pour le correctionnel et le criminel, qui resteraient exclusivement du ressort de l'autorité ecclésiastique;

3° qu'une adresse serait faite aux tribunaux pour qu'ils tinssent sévèrement à l'exécution des lois pour la répression des délits, sans acception de parti. »

Rentré à Bagnes, le même jour, 20 Mai, Maurice Filliez apprend qu'il a été fait un appel aux armes dans les divers villages; il interpelle le président pour savoir si cet armement avait lieu par ordre du gouvernement? Il répondit (le Président) *que cela n'était*

pas à sa connaissance, qu'il n'avait reçu aucun ordre.
« Alors, dit M. Filliez dans une brochure datée de son exil, en Juin 1847, les citoyens du parti libéral, exaspérés de cet armement, prennent à leur tour les armes, courent en désordre par le village en manifestant l'intention de se défendre à outrance et me prient d'organiser une défense et d'en prendre le commandement, ce que j'acceptai. »

Une colonne d'environ 400 hommes commandés par le capitaine Pittier, longeant la rive droite de la Drance, se dirigeait visiblement sur les villages de Vilette et du Châbles, dont la population était en majorité libérale. Filliez, à la tête de 80 hommes, accompagné par le président de la commune, alla à la rencontre de ses adversaires, auxquels quatre parlementaires, dont trois conseillers, furent envoyés pour les engager à déposer les armes de part et d'autre, en leur présentant l'arrangement fait à St-Brancher. Ces propositions furent repoussées avec hauteur; *« on voulait en finir avec les libéraux »*. Alors commença le combat, qui eut pour résultat la défaite de la colonne Pittier, qui prit la fuite, laissant sur le terrain trois morts et quelques blessés, tandis que la petite troupe de Filliez n'en eut qu'un de cette dernière catégorie.

A la suite de cette affaire, Maurice Filliez dit dans sa brochure déjà citée :

« Il ne m'appartient pas de relater ici les peines que j'ai prises pour préserver de mauvais traitements ceux de nos adversaires qui se sont trouvés à Montagner. Toute la satisfaction que j'en ai, c'est d'avoir spécialement sauvé la vie au chef de la troupe adverse qui m'honorait et m'honore encore d'une haine et d'une malveillance que je ne puis concevoir.

« Notre troupe étant de retour au Châbles, réunie sur la place publique, arrivèrent de St-Brancher deux exprès, porteurs d'une convention de suspension d'armes, signée par M. le major Crettex, commandant de la Jeune Suisse, et M. le capitaine Pignat, commandant de la Vieille Suisse de l'Entremont, adressée au commandant de la Jeune Suisse de Bagnes. Je répondis que, n'étant point Jeune Suisse et que n'ayant point pris les armes en cette qualité, je n'avais pas d'ordre à recevoir de ces Messieurs; que je commandais le parti libéral de Bagnes, et non la Jeune Suisse et que, du reste, nous n'avions pris les armes que pour notre défense. »

Le 21 Mai eut encore lieu une escarmouche au village du Sapey, où un conservateur fut tué. C'est alors qu'arriva le capitaine Pignat à la tête de la Vieille Suisse d'Entremont. Un parlementaire s'avance et crie : Qui vive ? Jeune Suisse ou Vieux Suisse ? — Ni l'un ni l'autre, répondit Filliez. M. Pignat s'approcha aussitôt de lui et lui demanda s'il reconnaissait le gouvernement. Il lui fut répondu affirmativement, attendu que la prise d'armes n'avait nullement été dirigée contre lui. Je demandai à mon tour, dit Filliez, s'il en voulait à mes opinions politiques ; sur sa réponse négative, nous nous tendîmes une main fraternelle et nous allâmes, conjointement avec le conseil de Bagnes, rédiger et signer la convention suivante :

« Les autorités de la commune de Bagnes déclarent se soumettre, ainsi que M. le lieutenant Maurice Filliez, aux ordres du gouvernement et du Grand-Conseil légalement constitués à Sion. En conséquence, les hostilités cessent dès ce jour.

« On s'engage de part et d'autre à arrêter toute provocation.

« Parole d'honneur est engagée entre les parties.

« Ainsi fait et déclaré à Bagnes, le 21 Mai 1844. »

(Signés) PIGNAT, commandant des troupes de l'Etat; — Maurice FILLIEZ, lieutenant; — Jean-Maurice BRUCHEZ, conseiller; — François GABUT, conseiller; — François BESSE, conseiller; — POURPRIX, président; — Vital DES-LARZES, secrétaire.¹⁾

Le lecteur nous pardonnera cette longue digression sur un épisode peu connu de l'histoire de l'époque, en considération de son importance. En neutralisant l'action du capitaine Pignat dans l'Entremont, le passage de Tête-Noire resta ouvert le 21 Mai et put être pratiqué par de nombreux réfugiés qui se rendirent à Genève par le Faucigny.

Rejoignons maintenant la colonne Barman aux Corbassières. Réunie à la hâte le 18 Mai, composée des libéraux et Jeunes Suisses des dixains de Conthey et de Martigny, cette petite troupe fut renforcée le lendemain par l'arrivée de ceux de St-Maurice et Monthey, commandés par le major Joseph Torrent et le commandant Alexis Joris, en tout environ 1500 hommes dont un grand nombre sans armes. Il y avait loin de là aux bravades de *l'Echo des Alpes*, qui criait sur les toits que « la Jeune Suisse était organisée et armée jusqu'aux dents. »

¹⁾ A 40 ans de distance, les passions ayant eu le temps de se calmer, on aura peine à croire que, pour les faits qui viennent d'être relatés, Maurice Filliez fut condamné, comme rebelle, par jugement du tribunal central, du 9 Mai 1845 :

1^o A huit ans de détention dans les prisons de l'Etat;

2^o A vingt ans de privation de ses droits politiques;

3^o A payer 400 francs de frais de guerre;

4^o Aux frais de sa procédure et de sa détention.

L'action civile est réservée aux parties lésées.

Il faut le dire aussi, il n'y avait pas chez ces volontaires l'élan et l'unité qui font gagner les batailles. La guerre incessante que l'organe de la Jeune Suisse faisait aux chefs libéraux désignés sous le nom de *Juste Milieu* avait excité une défiance qui s'était encore accrue par les réserves ridicules faites à la réunion du 1^{er} avril à St-Maurice, lorsqu'il s'agissait de fusionner les deux nuances libérales pour parer au danger commun. Et ce rédacteur qui avait tant excité ses adeptes, qui était capitaine des milices valaisannes, où était-il aux journées de Mai? Les regards de ses confrères le cherchèrent en vain, si non à leur tête, au moins dans leurs rangs. C'est qu'avec la dernière diligence descendante, il s'était enfui dans le canton de Vaud sous un travestissement quelconque.

Après l'envahissement de Sion par la Vieille Suisse, les chefs libéraux ne songèrent plus qu'à la retraite. En quittant Ardon, les rangs s'éclaircirent déjà de tous les ressortissants du dixain de Conthey qui rentrèrent dans leurs foyers; il en fut de même dans la plaine du dixain de Martigny, en sorte qu'il ne restait plus à repatrier que les ressortissants de St-Maurice et Monthey, sous les ordres de MM. Barman, Joris et Dufour. Ces hommes, harassés de fatigue, détrempés jusqu'aux os par des pluies torrentielles, rentrés à Martigny, le 20, vers minuit, devaient en repartir le lendemain, 21 Mai, à l'aube du jour.

Comme la plupart des Jeunes Suisses et libéraux valides des districts inférieurs avaient joint la colonne Barman, les Vieux Suisses de Salvan et du Val-d'Illiez, délivrés de l'inquiétude d'être pris entre deux feux, s'étaient embusqués à leur aise dans ces formidables défilés. Le poste du Trient était sous les ordres

du commandant Jost, de St-Maurice, et celui de la Balma avait pour chef un M. Gay, de Martigny, ancien officier au service de Naples.

A cette heure suprême que se passait-il dans l'âme de Barman et Joris? Nous ne saurions mieux le faire comprendre à ceux de nos lecteurs qui ne connaissent pas l'ouvrage du colonel Rilliet sur les événements de cette époque, qu'en en reproduisant le passage suivant :

« Qui de nous ne s'est ému au récit de ces grandes journées, dans lesquelles un habile général, à la tête de troupes braves et expérimentées, a livré ces batailles, où le génie, la vaillance, les souvenirs, l'espoir des récompenses, la grandeur du but à atteindre, triomphent de tous les obstacles. Nous les avons admirés, ces hommes et dès notre enfance, notre cœur a battu en pensant à leurs exploits immortels. Cependant, lequel mérite le plus d'être loué, de celui qui, avec de tels moyens de succès, combat en présence de l'univers et de la postérité, ou de l'obscur citoyen qu'on ne peut accuser d'ambition, parce qu'il n'y a réellement rien qui vaille la peine d'être ambitionné, fut-il cent fois vainqueur; du citoyen qui s'est arraché à l'existence la plus modeste, aux travaux les plus nécessaires, à une obscurité dans laquelle il brûle de rentrer, qui a pris les armes pour la défense d'un principe, qui s'est chargé de guider des soldats mal armés, mal équipés, sans instruction, sans expérience, sans discipline; qui marche à leur tête, toujours, toujours à leur tête; qui n'est ni secondé, ni suivi, qui voit ses espérances déçues, les promesses qu'on lui a faites violées; à qui la médiocrité, disons mieux, la nullité envieuse et couarde, refuse toute obéissance; et qui néanmoins ne se décourage jamais, combat toujours, combat le dernier; certain qu'il est d'avance, s'il

triomphe, que d'autres se pareront des palmes qu'il aura recueillies, et s'il est vaincu, que les fers ou la proscription seront son partage. Le portrait que nous venons de tracer est celui de M. Barman et de M. Joris. Aux peines de l'âme se joignaient chez ce dernier les souffrances du corps, et il fallait combattre au point du jour ! Il ne pouvait plus parler, et jamais il n'aurait été plus nécessaire de réunir ces hommes dispersés et découragés, de les réchauffer par de généreuses paroles, de leur montrer que leur sûreté et leur gloire dépendaient désormais de leur vaillance et de leur sang-froid, de leur discipline, de leur résolution. »

Instruits de ce qui se passait du côté du Trient, MM. Barman et Joris résolurent de tenter le passage avant que les Haut-Valaisans arrivassent sur les lieux. Ils partirent de Martigny à la pointe du jour, avec 600 hommes et 4 pièces de canon.

Arrivés près du Trient, il fut convenu que Maurice Barman, avec 300 hommes, se dirigerait vers l'embouchure du torrent qu'il passerait à gué pour en remonter le cours sur la rive gauche et prendre à revers la position de la Vieille Suisse. M. Joris, à la tête de l'autre moitié de la colonne, devait attendre sur la route que M. Barman eût opéré son mouvement pour faire une attaque simultanée.

Au lieu de se conformer à la consigne, l'avant-garde de M. Joris, commandée par le lieutenant Parvex, emportée par son courage, se précipita en avant aux premiers coups de fusil tirés par les défenseurs du pont couvert dont le tablier avait été enlevé et les matériaux employés à former une barricade. Entraînée par l'exemple, la colonne suivit la marche de l'avant-garde. Arrivée à trente pas du pont, elle fut reçue par

un feu meurtrier des carabiniers embusqués dans les accidents de rochers, derrière les murs qui longent le torrent et la barricade du pont couvert du Trient. Après avoir perdu quelques hommes et plusieurs blessés, M. Joris, reconnaissant l'impossibilité d'enlever le pont, tenta d'escalader le torrent, mais il fut abandonné par sa troupe qui s'était débandée, se dirigeant vers Martigny, tandis que quelques hommes, conduits par le notaire Hippolyte Pignat, regagnèrent leurs foyers après avoir délogé de Vernayaz la Vieille Suisse qui y était postée.

Dans ce combat on vit le tableau vivant des atrocités des guerres civiles décrites par Schiller dans son célèbre poème « La Cloche ». Imitant la sobriété d'expression de Maurice Barman, nous dirons avec lui :

« Les mânes du commandant Hyacinthe de Nucé, de St-Maurice, du lieutenant Didier Parvex, de Collobey, commandant l'avant-garde, du lieutenant Alfred de Werra, de St-Maurice, et des autres braves qui succombèrent avec eux, nous commandent, au nom de la patrie, au nom de cette religion à laquelle on les immola, d'étendre un voile de pudeur sur ces scènes de barbarie. »¹⁾

Les libéraux eurent seize des leurs tués ou massacrés et une vingtaine de blessés dont six moururent plus tard.

Les pertes de la Vieille Suisse sont restées inconnues.

28 blessés des deux partis furent relevés et transportés à Lavey, où une ambulance avait été organisée et où les soins les plus assidus leur furent prodigués par les Docteurs Bezancenet, Lébert, Fayod, Secretan, Demontet, Thomas et Curchod.

¹⁾ La contre-révolution en Valais au mois de mai 1844, page 28.

« Les blessés, dit le colonel Rilliet, ne déposèrent pas leur haine au seuil de l'ambulance; confondus d'abord dans les salles, il fallut bientôt séparer les deux partis, dans l'intérêt de leur tranquillité et de leur rétablissement. »

Après l'affaire du Trient, les libéraux dispersés se sauvèrent comme ils purent. Maurice Barman et Joris, abandonnés de leurs soldats traversèrent la Drance à son embouchure dans le Rhône, gagnèrent le pont de Brançon et se dirigèrent par la montagne, sur la rive droite du fleuve, vers Lavey, où ils arrivèrent après deux jours de fatigues et de dangers. Ils y furent chaleureusement accueillis par les Vaudois et Valaisans qui s'y trouvaient, car, sans nouvelles d'eux depuis le 21 Mai, on désespérait de leur salut.

Grâce à la diversion faite en Entremont par la petite troupe de Maurice Filliez, le passage de Tête-Noire était resté libre; de nombreux Valaisans, parmi lesquels le D^r. Barman et le major Joseph Torrent, prirent la route de Chamonix, où ils reçurent une touchante hospitalité, ainsi qu'à leur passage par le Faucigny en se rendant à Genève. Dans la partie inférieure du canton, en bas du Trient, c'était pitié à voir les femmes et les enfants des fugitifs se réfugier sur la rive vaudoise ou sur la rive savoyarde. Nous détachons d'une lettre du marquis de Custines, datée de St-Gingolph, le 27 Mai 1844, reproduite par le *Nouvelliste Vaudois* les 11 et 17 Juin 1844, les passages suivants, touchant le désastre:

« L'effet n'en a pas moins été terrifiant sur l'esprit des habitants de ce village. On voyait la foule se précipiter sur la Savoye, en désordre, mais gardant un silence effrayant, heureusement le pont était resté libre. Des femmes portaient des paquets de linge; des hommes

trainaient d'énormes sacs de pommes de terre; d'autres chassaient devant eux des bestiaux; des enfants de quatre ans suivaient avec peine et en courant à toutes jambes leur mère chargée de leur lit; j'en ai vu un, portant serré sur sa poitrine un cabri dans ses petits bras.

« Les plus pauvres familles emportaient quelque chose, ne fût-ce qu'une botte de paille ou un escabeau vermoulu; à chaque instant, une nouvelle alerte venait accroître la confusion. La route ne désemplissait pas, et tous marchaient en sens contraire, se croisant rapidement pour achever de *débagager*, selon leur expression, avant l'arrivée des bandits de là-haut. C'était pitié de les voir courir pâles et ruisselants de sueur. »

Le district d'Aigle, le plus rapproché du Valais, regorgeait aussi de fugitifs qui y reçurent l'accueil le plus touchant. Cet exemple fut suivi par le Canton de Vaud tout entier, par celui de Genève et plusieurs autres cantons de la Suisse.

Le lendemain de l'affaire du Trient, M. G. de Kalbermatten, à la tête de 2400 hommes, fit son entrée à Martigny, d'où il lança une proclamation pour inviter les citoyens à demeurer tranquilles, ordonna un désarmement général et avant de se diriger sur St-Maurice, nomma M. le colonel Taffiner commandant de place à Martigny. Cet officier supérieur sut contenir la morgue de quelques-uns de ses subordonnés, empêcha bien des vengeances particulières et s'acquitta, par sa modération, l'estime et la reconnaissance du Bas-Valais.

Le 23 Mai, la colonne de Kalbermatten, forte de 2000 hommes, fit son entrée à St-Maurice, emmenant de nombreux prisonniers voués à la vengeance de la

Vieille Suisse. On les dirigeait sur les châteaux de St-Maurice et de Loèche.

Les jours suivants, M. de Kalbermatten procura à ses soldats, venus des sources du Rhône, la jouissance de voir ses eaux se verser dans le lac Léman.

Du reste, cette promenade militaire s'exécuta en bon ordre et sans coup férir: car la retraite des libéraux dès le 18 Mai leur avait laissé le champ libre, et le duel du Trient s'était passé entre Bas-Valaisans.

A part les arrestations arbitraires exigées par les Vieux Suisses les plus ardents, et concédées par les chefs militaires, on s'est plu à reconnaître que le commandant de Kalbermatten avait fait observer à sa troupe une sévère discipline et que celle-ci, étrangère aux haines de partis qui déchiraient le Bas-Valais depuis deux ans, n'avait pas, comme ces derniers, des rancunes et des vengeances à satisfaire. Dans quelques localités, les libéraux eurent même recours avec succès à la protection des Haut-Valaisans; ainsi à Bagnes, le capitaine Jullier, de Conches, succédant à M. Adrien de Courten dans le commandement de la colonne allemande, empêcha beaucoup de vexations, déclarant qu'il n'était pas là pour satisfaire des rancunes particulières. A St-Brancher, un capitaine Sierroz, d'Hérémente, cédant aux instigations de quelques furieux de la localité, avait fait emprisonner des libéraux et même des vieillards inoffensifs. Le colonel Taffiner, informé de ces procédés, donna ordre d'élargir immédiatement les détenus et il fut obéi.

Le 25 Mai, le Conseil d'Etat adressa à la troupe une proclamation pour lui annoncer son licenciement.

Après le départ des Haut-Valaisans, il nous reste à prendre congé de M. Bernard Meyer, qui eut aussi ses tribulations qu'il raconte ainsi:

« J'ai déjà dit que non seulement en vertu de mes instructions, mais encore en suite des directions verbales qui avaient été concertées avec le gouvernement du Vorort, je ne substituerai/ma qualité de simple correspondant ~~à~~ celle de commissaire fédéral qu'à la demande formelle du Gouvernement du Valais. à/

« On devait supposer que le cas ne se présenterait pas aussi longtemps que le Gouvernement aurait l'espoir de maîtriser l'insurrection par ses propres forces.

« Je croyais donc agir avec assurance dans le sens de mes instructions, et comme il ne m'avait point été adressé de demande d'intervention par le Gouvernement du Valais, malgré la gravité de la situation et l'imminence d'un conflit sanglant, je me bornai à en informer fidèlement le Vorort, ainsi que le commissaire fédéral, Landammann Schmid, qui résidait à Fribourg.

« Quelle ne fut pas ma surprise lorsque, le 21 Mai, je reçus du Directoire l'ordre, daté du 19, de prendre immédiatement la qualité de commissaire fédéral, en raison de la gravité des circonstances; c'est-à-dire que je devais à tout prix empêcher une collision, me jeter entre les partis et, au besoin, appeler dans le pays une force armée suffisante.

« Je me conformai immédiatement aux ordres du Vorort, portai à la connaissance du Conseil d'Etat ma nouvelle qualité de commissaire fédéral et invitai le premier commissaire-Landammann Schmid à se rendre sans retard en Valais, au besoin de s'entourer de troupes suffisantes et à se concerter ultérieurement avec moi qui l'attendrais à la frontière.

« Sans que ni moi, ni personne à Sion n'en fût informé, l'affaire décisive du Trient avait eu lieu le même jour et mon changement de rôle n'avait pour but que de couvrir un coup d'échec diplomatique du

gouvernement-directeur pour parer éventuellement au reproche de non-intervention. On calculait ainsi, et dans ce calcul, à côté du président Siegwart, les deux chanceliers Amrhyn et Gonzenbach étaient les principaux calculateurs. Il résultait de mes rapports que la lutte devait avoir eu lieu avant que les ordres fédéraux, en raison de la distance, eussent pu me parvenir; on pouvait opposer au reproche de non-intervention, ou d'intervention tardive que l'ordre en avait été donné dès que la nécessité en avait été démontrée par mes rapports. Dès lors on cherchait à échapper à tous reproches, sans se soucier de les rejeter sur mes épaules.

« Dès que j'eus pénétré cette intrigue, j'en fus indigné et j'y répondis en me chargeant de toute la responsabilité de ma conduite devant la Diète.¹⁾ »

Avant l'apparition de ses mémoires, B. Meyer pouvait payer d'audace devant la Diète, il pouvait dire, comme il l'écrivit à la page 55 de son ouvrage: « On me fait un reproche que, le 18 Mai, lorsque les deux colonnes étaient aux portes de Sion, je ne me suis pas interposé pour les empêcher d'en venir aux mains. Mais je le demande, qu'aurait pu faire un seul individu qui n'avait pour toute marque de sa qualité officielle de commissaire fédéral qu'une lettre en poche délivrée par le Vorort? » Mais aujourd'hui que nous possédons ses précieux mémoires dont nous tirons tant de renseignements instructifs, cet argument tombe de son propre aveu. Il oublie son propre récit que nous avons cité plus haut et surtout qu'il n'a pas eu besoin d'exhiber sa lettre de créance lorsque, de la chambre du Grand-Baillif de Courten, il envoie un député engager M. G. de Kalbermatten à fouler aux pieds l'ordre exprès du Grand-Conseil.

¹⁾ Erlebnisse T. I. p. 52 et 53.

Ensuite des ordres reçus, il alla à St-Maurice, le 23 Mai, pour y recevoir son collègue. En se rendant à Sion en sa qualité officielle, entouré de l'appareil militaire et accompagné par le colonel Salis-Soglio, il put repaître ses yeux des mares de sang du Trient. Il se présenta au Conseil d'Etat, comme commissaire fédéral, cette fois, et sans l'autorisation de ce corps. Il séjourna à Sion, « où il n'avait plus rien à faire, » jusqu'à ce que le commissariat fût rappelé par le Vorort.

Ainsi se termine le récit de M. Bernard Meyer.

.

CONCLUSIONS.

Nous nous sommes appliqué à retracer les événements de Mai 1844 avec impartialité, sans pour cela cacher nos sympathies pour la cause libérale. Nous nous sommes surtout attaché à relater les faits en les appuyant sur des documents ou sur l'opinion d'autrui. L'espace limité qui nous a été accordé dans l'ouvrage en voie de publication, nous a obligé de condenser notre récit, extrait d'un manuscrit plus volumineux qui n'a pas encore vu le jour et auquel sont annexés tous les actes officiels de cette époque et de celle du Sonderbund.

Au lieu de porter un jugement personnel, nous préférons reproduire celui de contemporains qui nous semblent avoir partagé le blâme entre toutes les classes de citoyens.

M. Maurice Barman apprécie les choses de la manière suivante dans sa brochure „**La contre-révolution en Valais**,“ page 32 et suivantes :

« Après avoir exposé consciencieusement la crise avec ses symptômes et ses résultats tels que nous en avons connaissance, nous demanderons au clergé, ou plutôt au parti-prêtre, *dans lequel nous nous garderons bien de comprendre plusieurs ecclésiastiques dignes de ce nom, qui gémissent en silence du mal que leurs confrères font à la religion et au pays*, nous lui demanderons si l'ordre et la paix ne pouvaient pas renaître en Valais sans recourir aux moyens extrêmes qu'il a préparés dans l'ombre.

« La presse, la Jeune Suisse et les libéraux dénigraient le clergé, nous direz-vous, ils propageaient le désordre et l'immoralité, rien n'était sacré pour eux, le mal allait croissant, on avait épuisé tous les moyens ordinaires, finalement aux grands maux les grands remèdes.

« Nous reconnaissons avec tout homme impartial que le pays était malade, qu'un ver impur le rongait au cœur.

« Ce ver, vous le voyez dans la Jeune Suisse, dans l'Echo des Alpes. M. le curé Biselx et quelques-uns de ses confrères du St-Bernard et de l'Abbaye, le voyaient dans le *Juste Milieu* et dans le Courrier du Valais.

« A nos yeux, il consiste dans les prérogatives du clergé et dans les manœuvres au moyen desquelles il les défend.

« La *Jeune et la Vieille Suisse*, la presse, les libéraux, les rétrogrades, le clergé, tous les partis ont leurs torts; des excès ont été commis de divers côtés; ceux que l'on attribue à la Jeune Suisse sont plus

généraux, plus répétés,¹⁾ les autres plus odieux, plus criminels²⁾).

« Ces torts, ces excès étaient réprimables, les tribunaux et les lois pouvaient et devaient être invoqués pour les punir.

« Mais vos immunités, vos privilèges sont permanents, ils s'attachent au cœur du pays et le rongent incessamment, moins peut-être par leur action propre, directe et immédiate, que par la méfiance et la démoralisation qui en résultent et par le *déni de justice* qui les protège.

« Dans notre conviction personnelle, l'ordre et la confiance auraient reparu, si le pouvoir avait laissé entrevoir la ferme volonté de mettre un terme à la position par trop privilégiée du clergé et si celui-ci avait montré quelques dispositions conciliantes.

« Si les tribunaux et le ministère public *légalement organisés* avaient reçu et rempli la mission de rechercher *tous les coupables* et de punir *tous les délits et tous les crimes*; si l'avancement et l'instruction publique avait été assuré et commis aux magistrats *des deux ordres*, au moyen d'une pondération raisonnable et réciproquement rassurante.

« Tel était, à notre avis, le secret tant recherché et proclamé introuvable de la pacification du pays. »

¹⁾ Bris des presses de la Gazette du Simplon, pillage de la cure d'Ardon, violation des personnes et du domicile, incursions dans les communes, chansons et propos inconvenants, bastonnade de Vérossaz, etc., etc.

²⁾ Assassinat du notaire Saillen, trouvé dans le Rhône percé de 24 coups de couteau; assassinat de Codonnet sur le pont de Monthey; assassinat de François Baud près de St-Brancher; tentative d'assassinat sur la personne de Morisod, père; blessures graves faites au lieutenant Mauriee Delasoie. Le président du Tribunal d'Entremont refusa de poursuivre le coupable bien connu, avant que le blessé fit et cautionnât sa plainte, ce à quoi Delasoie se refusa, motivant son refus sur la partialité du Tribunal, etc., etc.

Ces paroles ne sont pas d'un démagogue, mais d'un homme d'Etat.

Citons en terminant les conclusions d'un article adressé au *Courrier du Valais* par un ecclésiastique, peu de temps avant les événements de 1844 :

« On ne connaît que trop les désordres qui ont affligé les bons citoyens ; mais ceux qui les ont commis appartiennent-ils à un seul parti ? Tandis que la Vieille Suisse reproche à la Jeune, le bris des presses de la *Gazette du Simplon*, des chansons immorales, des discours furibonds, des voies de fait, comme le pillage de la cure d'Ardon, les contributions forcées, les rançons arbitraires, etc., n'est-elle pas elle-même accusée, dans quelques-uns de ses membres, de meurtres et d'assassinat, d'avoir fait des veuves et des orphelins, violé des domiciles, commis maints actes arbitraires, etc.,

accusations accablantes dont elle ne se lavera peut-être jamais ? Ainsi l'une des sociétés pourrait-elle revendiquer le droit de punir les excès de l'autre ? Plût à Dieu que certains membres du clergé n'aient aucune part, directe ou indirecte, à se reprocher à des actes aussi déplorables. Les deux sociétés, vrais fléaux du canton, ont un intérêt presque égal à faire oublier leur passé ; qu'à l'avenir elles se ménagent donc les reproches. Quant à nous, nous flétrissons leurs coupables actions, sans acception de personnes. Nous stigmatisons également le patriotisme sauvage qui tue et le patriotisme métallique qui pille. »

L. RIBORDY.



